

# L'ESPERLUETTE



Bureau de dépôt - Bruxelles X  
P701162

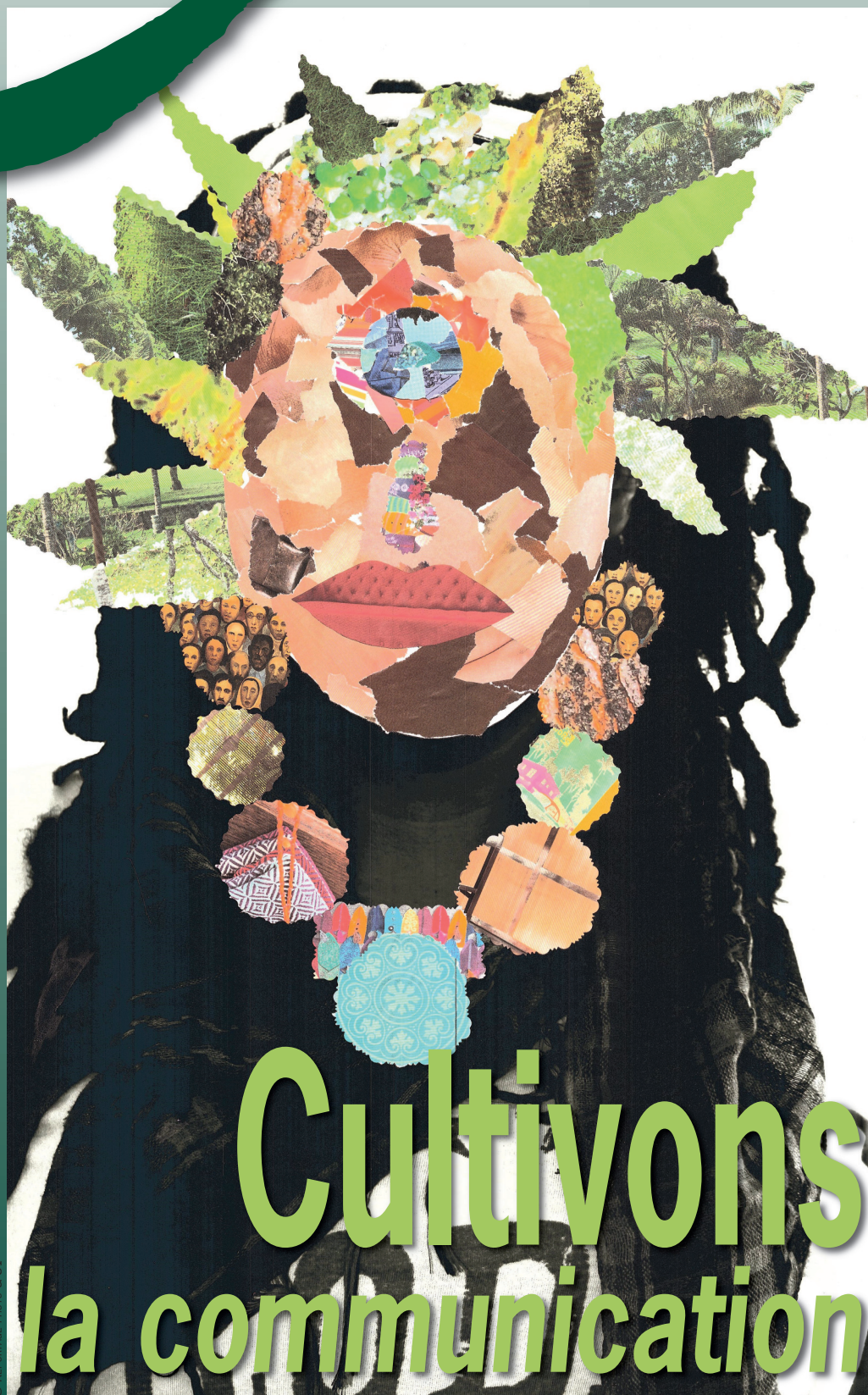
Belgique - België

P.P.  
Bruxelles X

1 / 2425

Périodique trimestriel du CIEP/MOC  
n° 81 • juillet • août • septembre • 2014

Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"



© REPROTAG - PHOTO & 81

# Cultivons la communication



## EDITO

Pour une communication  
qui fait sens...  
et résistance! 3

## ANALYSE

**Cultivons la communication**

La communication en  
Education permanente:  
des caractéristiques propres! 4

Comment les médias constituent  
les problèmes publics  
en propriété limitée 6

## MOUVEMENT EN CAMPAGNE

De quoi l'abstention électorale  
est-elle le nom? 9

N'effaçons pas les couleurs  
de la diversité 11

Nouveaux Cahier du CIEP:  
le(s) populisme(s) 13

Energie Info Wallonie est né! 14

Vie féminine appelle  
au refinancement urgent  
de l'éducation permanente 15

## VIE DE L'ISCO

ISCO: refonte des statuts 16

## MÉMOIRE EN RÉSUMÉ

Analyse du déficit  
d'encadrement des enfants  
«dys» dans le secondaire 17

## EN RÉGIONS

Pour une approche collective  
de la rénovation énergétique  
par quartier 18

CIEP Verviers:  
susciter l'intérêt autour des  
enjeux électoraux 20

Formations au CIEP  
Luxembourg 21

## EN BREF

## AGENDA

## FICHE PÉDAGOGIQUE

Education permanente  
et communication



© REPORTAGE PHOTO & 81

## «Voyage au cœur de l'invisible»

Le reportage photo présenté dans les pages de ce numéro est issu d'un projet culturel et artistique hors du commun, mené dans le cadre de la Plateforme «POP UP, Virus culturel»<sup>1</sup> par des artistes<sup>2</sup> et plusieurs opérateurs de formation et d'éducation permanente<sup>3</sup> dont le CIEP Hainaut centre.

Il visait dès le départ à mettre en avant et valoriser nos publics en formation d'alphabétisation, de français langue étrangère ou en insertion socio-professionnelle, et à donner la parole aux personnes généralement oubliées dans notre société. Au terme de plusieurs rencontres et échanges entre associations et artistes, il a été décidé d'utiliser la photographie pour parvenir à «rendre visibles les invisibles».

Après une visite au Musée d'Histoire naturelle de Mons en vue de sensibiliser et de créer l'adhésion au projet, un groupe, composé d'une douzaine de stagiaires de nationalités et d'horizons divers ainsi que de quatre accompagnateurs, s'est constitué.

Au fil des 6 séances programmées, à raison d'une fois par semaine, les participants ont retravaillé des portraits photographiques d'eux-mêmes, en explorant diverses techniques artistiques et plastiques: peinture, collage, dessin, montage, etc. Chacune de ces images a permis à son auteur d'exprimer une souffrance, une partie intime de son être, un souhait voire une revendication.

Le résultat de ce travail, 10 photographies retravaillées et encadrées, a été présenté au public lors d'une exposition dans la Galerie du Centre à Mons les 10 et 11 décembre dernier. Nous vous souhaitons de prendre du plaisir à découvrir les résultats de ce processus créatif au fil des pages de ce numéro... ■

1. Plate-forme culturelle, associative et artistique, constituée autour de l'événement Mons Capitale culturelle 2015, et initiée par plusieurs associations montoises et de la région du Centre actives dans le domaine de l'éducation populaire et de la Culture, en vue de mener des actions avec les publics populaires.

2. DELVIGNE A., VRAY L., MELOUKI A. et FABBRICATORE M.

3. Lire et Ecrire Centre Mons-Borinage et Relais de Mons de Picardie Laïque.

**Comité de rédaction:** Lahcen Ait Ahmed, Stéphanie Baudot, Virginie Delvaux, France Huart (coordination), Alain Loutte, Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant, Anais Trigalet (coordination)

**Secrétariat:** Francine Baillet, Lysiane Mettens

**Ont participé à ce numéro:** Stéphanie Baudot, Martine Bodart, Jean Daems, Virginie Delvaux, Marie Fabbricatore, Isabel Gonzalez, Arnaud Gorgemans, Alain Loute, Florence Moussiaux, Dieudonné Waru Oyatambwe, François Reman, Patricia Santoro, Marc Sinnaeve, Christine Steinbach, Nicole Tinant, Christian Van Rompaey, Danielle Wéron

**Photos:** Marie Fabbricatore et le CIEP Hainaut-Centre

**CIEP communautaire:** Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25 - Courriel: communautaire@ciep.be

**Editeur responsable:** Virginie Delvaux - Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

**Design:** DCL PRINTERS - Courriel: dcl.printers@skynet.be - Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore



# Pour une communication qui fait sens... et résistance!

PAR CHRISTIAN KUNSCH, PRÉSIDENT DU MOC

**U**ne campagne électorale est un moment privilégié dans la vie d'un mouvement comme le MOC. Il s'agit en effet d'une période particulièrement propice pour faire valoir le travail d'Education permanente de fond mené par notre mouvement, les analyses et propositions qui en découlent, et pour ainsi alimenter le débat public. Pour porter un message politique, les ressources ne manquent pas: mémorandum, outils pédagogiques, capsules vidéo. Encore faut-il qu'un espace se libère dans un champ médiatique saturé par les combats de coqs, les effets d'annonce, les petites phrases et les joutes verbales aseptisées.

Nous constatons en effet qu'il est de plus en plus ardu, pour des mouvements d'Education permanente comme le nôtre, de passer à travers le filtre médiatique ou, à tout le moins, d'y passer d'une manière qui nous corresponde, c'est-à-dire en mettant en avant nos analyses de fond et en intégrant nos angles d'approches de la réalité sociale. Ainsi, si les médias ne sont pas indifférents à notre parole, tout particulièrement quand elle est «personnalisée» par ses représentants ou lors de gros événements à portée médiatique, celle-ci se trouve souvent soumise à un cadrage médiatique faisant la part belle à des révélations nous concernant (l'affaire Arco pour ne citer qu'elle). Les médias se bornent également souvent à enfermer notre mouvement dans des cases prédéfinies collant à des clivages sociétaux pourtant dépassés, nous cantonnant dans un rôle d'antichambre de certains partis politiques et ignorant notre nature de contre-pouvoir. Au contraire, la valorisation des outils pédagogiques créés par le CIEP, qui mettent l'accent sur une série d'enjeux collectifs fondamentaux et d'ailleurs parfois complètement absents de la campagne électorale, s'avère complexe, tant ceux-ci rentrent difficilement dans la grille classique du décodage de l'information.

La question est dès lors de savoir si un message construit par un collectif, une analyse pointue ou une prise de position politique radicale peuvent valablement trouver un espace d'expression médiatique et donc résonner vers une frange plus large

que notre public cible traditionnel. L'expérience vécue lors de cette dernière campagne électorale nous inspire certaines craintes à ce sujet. Comme le fait remarquer judicieusement Marc Sinnaeve dans ce numéro: «*le pouvoir journalistique de cadrage peut jouer en même temps le rôle de filtre: il laissera passer des sujets ou des regards en fonction de leur adéquation aux «logiques» de l'époque, ou il bloquera la couverture de questions, d'enjeux ou d'événements qui n'entrent pas dans ces cadres.*» Hors cadre la justice fiscale, le combat pour un emploi décent, pour un enseignement ouvert et solidaire?

Loin de nous décourager, ces difficultés doivent nous pousser à poursuivre la construction d'outils de communication spécifiques à l'Education permanente. Car, comme le montre l'article de Stéphanie Baudot et Alain Loute, la communication en Education permanente permet de relier les faits et les situations plutôt que d'atomiser les individus. Et ainsi, de donner du sens à la réalité sociale et des leviers pour l'action collective.

Parallèlement, afin de faire vivre ces outils, nous devons réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre pour traverser ces fameux filtres médiatiques. Si nous pouvons émettre des doutes légitimes sur la manière actuelle de penser l'information et le fonctionnement du système médiatique, nous devons néanmoins entretenir des liens avec certains journalistes qui peuvent constituer des «grains de sable» dans la machine. Car ceux qui suivent de près l'action d'un mouvement social comme le nôtre ne sont évidemment pas indifférents à notre message politique. Il y a donc lieu de travailler avec eux en amont, à froid, pour évaluer la meilleure manière de valoriser notre action, pour que l'on puisse saisir les impératifs médiatiques mais également afin qu'à leur tour, ils puissent mieux intégrer nos points de vue et préoccupations. Nous avons également dans le Mouvement une presse interne riche, diversifiée et diffusée auprès d'un large public. Cette presse dispose d'une belle marge de manœuvre éditoriale. Elle doit donc être soutenue car elle constitue un relais indispensable pour la valorisation de l'Education permanente dans le mouvement.

Le dossier de ce numéro de l'Esperluette entend poursuivre les réflexions initiées ici en vue d'avancer sur la voie d'une communication porteuse de sens et de résistance. Bonne lecture!





# Cultivons la communication

## La communication en Education permanente: des caractéristiques propres!

PAR STÉPHANIE BAUDOT ET  
ALAIN LOUTE (CIEP COMMUNAUTAIRE)

« Comment faire exister nos actions d'éducation permanente dans l'espace public? », sujet débattu lors de la rencontre inter-CIEP 2014, renvoie à la question de la communication de nos organisations envers le monde extérieur, dite « communication externe<sup>1</sup> », un concept qui recouvre, dans l'imaginaire et l'expérience de chacun, une diversité de significations. Or, la communication ex-

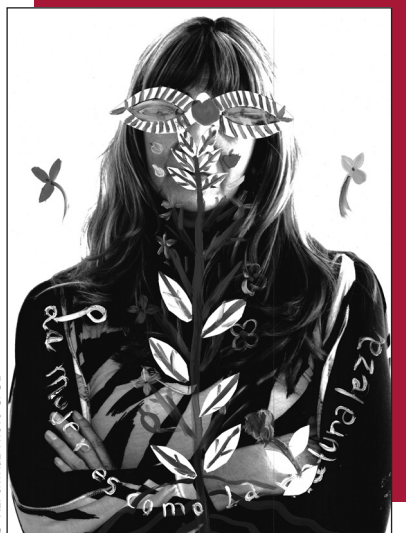
terne dans une organisation d'Education permanente (EP) qui vise l'émancipation des publics fragilisés et la mise en place d'une société juste et égalitaire, s'opère dans un cadre spécifique avec ses propres règles, objectifs et méthodes. Autrement dit, une organisation d'EP ne communique pas de la même manière qu'une entreprise, une école, un club sportif ou un parti politique. La communication doit servir des objectifs spécifiques de l'EP.

L'objectif de cet article, en s'inspirant librement des échanges de pratiques entre animateurs CIEP (dont nous relayons une série d'exemples dans les encadrés) et d'autres apports théoriques sur le sujet, est de mettre en avant ce qui nous semble être des spécificités de la communication d'organisations d'EP. Nous ne nous intéresserons donc pas ici à la question du « Comment communiquer? ». Il nous semble, en effet, qu'avant de se poser cette question parfois fort technique (quel mode de communication choisir? l'oral ou l'écrit? quelle technique de communication privilégier? etc.), il faut être au clair sur le « pourquoi » de la communication. Loin d'épuiser cette question, nous nous proposons de passer en revue ces quelques dimensions de la communication en EP. Trois d'entre elles retiendront notre at-

tention. Si nous les abordons de manière distincte pour gagner en clarté, elles sont en réalité intimement liées les unes aux autres.

### COMMUNIQUER: D'UN PUBLIC-SPECTATEUR VERS UN PUBLIC-ACTEUR

Une première dimension essentielle est que la communication externe des organisations d'EP ne cherche pas à agir sur son « public-récepteur » de la même manière qu'une communication classique d'entreprise. Cette dernière se caractérise avant tout par sa force de persuasion auprès d'un public cible finement étudié et calibré relativement à l'objet de communication et par sa volonté de montrer inconditionnellement une image forte et positive d'elle-même. L'objectif est de **persuader** et de **séduire**, d'agir sur le récepteur, de lui faire faire quelque chose qui corresponde aux intentions et intérêts de l'émetteur, quand ce n'est pas le manipuler. Le récepteur reste consommateur, spectateur de l'information qu'il reçoit. L'objectif de la communication en EP est tout autre. Il mobilise les capacités affectives, réflexives et cognitives du récepteur en vue de le sensibiliser, l'informer, le former, l'amener à réfléchir sur ses opinions et comportements, le mobiliser, de faire de lui un acteur à part entière dans la société.





Pour ce faire, la stratégie de communication vise à **argumenter** et **convaincre**<sup>2</sup>. Il n'y a plus celui qui produit le message, d'un côté, et celui qui le consomme et le subit de l'autre. Dans l'argumentation, émetteur et récepteur se déplacent l'un vers l'autre pour arriver à une position commune.

*Au Théâtre Varia, après une représentation portant sur les sans-papiers, un groupe de travailleurs sans-papiers accompagnés par le CIEP de Bruxelles est venu témoigner et échanger avec le public sur son vécu. L'objectif était de sensibiliser l'opinion publique sur les réalités de vie que rencontrent les sans-papiers dans la société aujourd'hui.*

*Un groupe de militants s'investit dans la mise en place d'un «repair café». Cette initiative, portée par le CIEP Luxembourg, favorise une communication au sein de laquelle les points de vue se rencontrent, s'échangent pour aboutir à la construction d'un savoir, d'une position ou d'une action commune.*

### COMMUNIQUER POUR RASSEMBLER PLUTÔT QU'ATOMISER

Une autre dimension de la communication en EP est qu'elle cherche à conscientiser et à produire une identité collective, alors que la communication de masse **atomise**, c'est-à-dire nous isole les uns des autres. Le paradoxe de notre société de consommation est que l'information devient un objet de consommation de masse, tout en nous isolant toujours davantage. Nous avons accès à de plus en plus d'information, mais sans que cette information nous permette de prendre conscience de ce qui nous lie et de ce que nous partageons comme expérience. En EP, la communication vise, au contraire, à comparer, partager, relier les situations de vie isolées et ainsi à **rassembler**. Elle peut aller jusqu'à produire des acteurs collectifs.

*Un groupe de réflexion sur le logement à Fléron, porté par le CIEP Liège-Huy-Waremme, va à la rencon-*

*tre de personnes en situation de pauvreté lors de la remise de colis alimentaires, afin de faire connaissance et amener ceux qui le souhaitent à rejoindre le groupe pour échanger sur les expériences, les relier entre elles et débattre des problèmes de logement qu'ils vivent (humidité, etc.).*

*Les capsules vidéo, réalisées dans le cadre de la campagne du CIEP Communautaire «Osons la solidarité», privilégient un traitement de l'information sous l'angle de la problématique sociale plutôt qu'individuelle: l'ensemble des témoignages entend montrer qu'au-delà de la diversité des situations vécues et des problèmes rencontrés, il y a des causes et un contexte commun qui en sont à l'origine.*

### COMMUNIQUER POUR RENDRE VISIBLE ET MÉDIATISER

L'EP ne vise pas à communiquer dans un «entre soi», mais bien au contraire à porter des paroles, des revendications et des désirs dans l'espace public. L'espace public, dans l'idéal ouvert à tout point de vue, reste, dans la réalité, un espace relativement clos sur lui-même.

De nombreux acteurs, différentes opinions et problèmes, restent peu visibles dans l'espace public. Le processus d'EP, mené à son terme, cherche à permettre aux acteurs de porter leur voix sur la place publique. La communication vise à rendre **visible** ce que les discours dominants cherchent à laisser dans l'ombre. En ce sens, communiquer, c'est également interpeller et amener les acteurs politiques à se responsabiliser et prendre position par rapport à certaines opinions et problématiques sociétales.

*Les résidents d'un habitat permanent de la région de Namur, soutenus par le CIEP de Namur, ont contribué à la réalisation d'un reportage diffusé sur une télévision locale afin de donner une image positive du logement alternatif.*

*Dans le cadre des élections, un groupe de militants du CIEP Brabant-wallon a rédigé un cahier de revendications sur les problématiques relatives à l'accueil déficitaire de la petite enfance, notamment pour les publics défavorisés. Accompagnés d'une poupée géante en carton, ils ont rencontré chaque parti politique afin d'expliquer leur vécu et de présenter leurs revendications.*

### CONCLUSION: LA MANIÈRE DONT NOUS COMMUNIQUONS DIT QUELQUE CHOSE DE NOUS

A travers ce court article, nous sommes loin d'avoir fait le tour de la question de la communication en EP. S'il nous a semblé important de consacrer cet article aux spécificités de cette dernière, c'est parce que notre conviction est que la communication ne se réduit jamais à une simple question technique. La communication n'est pas seulement un simple moyen ou une ressource pour réaliser nos objectifs d'action. La manière dont nous communiquons *dit et révèle quelque chose de nous*. Elle contribue à constituer notre identité. Des recherches sociologiques sur les mouvements sociaux ont ainsi montré que la communication dans nos organisations était «organisante»<sup>3</sup>, c'est-à-dire qu'elle structure l'organisation.

L'idée de ces recherches est qu'une organisation, de manière consciente ou non, opère un certain nombre de choix dans les modalités de communiquer qui vont progressivement construire son identité: l'objectif de communication (sensibiliser, mobiliser, interpeller, etc.), le choix du canal (écrit, oral, audiovisuel), les contenus des messages (thématiques privilégiées, valeurs et philosophie véhiculées, etc.), le mode d'expression (analyse, interpellation, slogan, etc.), le style (verbal, offensif, pédagogique, etc.), le public ciblé (autorités, citoyens, bénéficiaires, etc.), la méthode (distribution dans les lieux publics, via les sites, journaux internes et externes, etc.), les partenaires de la communi-

ation, etc. Le choix régulier de réalisation de fiches d'analyse, pédagogiques et mobilisatrices dans le cadre des campagnes (notamment en période d'élections) reflète ainsi les valeurs et la philosophie de notre organisation, qui entend lutter contre les injustices par une méthodologie d'analyse impliquant les publics fragilisés et de mobilisation qui les poussent à l'action.

Autrement dit, la manière dont on communique (persuasion ou argumentation?; atomiser ou rassembler?; s'adresser à des acteurs ou à des spectateurs?, etc.) construit notre identité d'organisation d'EP. En ce sens, la communication externe est donc bien un processus par lequel on fait vivre une organisation et une action. Elle renforce le sentiment d'adhésion dans un collectif et l'engagement dans l'action. Communiquer, c'est aussi ce qui permet à une organisation d'exister dans le temps, de garder des traces de son histoire et de réfléchir ainsi à son devenir. Selon la manière dont on communique, on peut rendre possible un rapport vivant et critique au passé d'une organisation qui redynamise notre créativité ou constituer ce passé comme une mémoire officielle, un héritage qui pèse sur toutes les actions à mener<sup>4</sup>. C'est ce qui fait qu'à nos yeux, loin d'être réservée aux seuls experts, la communication dans nos organisations doit rester l'objet de la responsabilité et du soin de tous les acteurs. ■

## Comment les médias constituent les problèmes publics en propriété limitée

PAR MARC SINNAEVE, PROFESSEUR EN JOURNALISME ET INFORMATION À L'IHECS

Quels sont les critères en vertu desquels l'appareil médiatique donne ou refuse l'accès à son espace d'expression? Pourquoi le traitement médiatique transforme-t-il certains faits sociaux, plutôt que d'autres, en «problèmes publics», c'est-à-dire en objets de débat et/ou d'intervention politique? A travers quel cadrage et quel traitement vont-ils être traduits journalistiquement, pour ensuite, éventuellement, être adoptés comme «enjeux collectifs de structure sociale»? Et à l'initiative de quel acteur ou «définisseur primaire» un problème quelconque va-t-il réussir à émerger comme question publique?

Distinguons, pour commencer. Les médias détiennent, c'est vrai, un quasi-monopole de la *diffusion* massive de l'information. Mais, depuis les années 1980, règne sans partage la conviction que «le mode de communication médiatique est progressivement, mais rapidement, devenu le seul mode de communication possible»<sup>2</sup>. Pour tenter de gagner la bataille de l'opinion publique, pouvoirs, contre-pouvoirs, groupes de pression, lobbies d'intérêt et autres «entrepreneurs de cause»<sup>3</sup> déploient des stratégies de communication multiformes en vue d'influer sur l'agenda médiatique. Avec plus ou moins de bonheur.

Il en résulte que les médias partagent avec ces acteurs, plus qu'ils ne mono-

polisent, le pouvoir considérable de constituer les problèmes du moment, de déterminer ce qui est urgent ou les «questions centrales» qui, qu'on le veuille ou non, s'imposent à tous. Ce pouvoir dit d'agenda consiste, aussi, à choisir les termes premiers qui définissent les problèmes et orientent les débats en fonction. Il a pour enjeu non seulement la nature des questionnements et des options dans tel ou tel domaine, mais aussi la clôture du champ de la problématique acceptable.

Pour comprendre les mécanismes qui font émerger ou refouler des problèmes en fonction des interdépendances, des interactions et des transactions opérant entre les journalistes et leurs sources, il faut prendre en considération «l'inégale capacité des groupes et individus à accéder aux arènes du débat public», étudiée par le sociologue de Chicago Joseph Gusfield dès 1963<sup>4</sup>. Inégalités en termes de moyens et de temps à disposition, d'expérience, de légitimité, de position: leur jeu détermine un avantage ou, au contraire, un handicap des acteurs à faire passer leur «message» ou leur vision des choses auprès des journalistes.

Pour qualifier les sources dominantes, on peut reprendre la catégorie de «propriétaires des problèmes publics» introduite par Gusfield. Appliquée au contexte présent, elle définirait l'ensemble des protagonistes qui, à un moment donné, disposent d'un accès «routinisé» à l'instance médiatique.

Bien que la liste ne soit pas immuable, les organismes d'éducation perma-

1. On entend par communication externe toute communication portée vers l'extérieur incluant toute action communicationnelle (discours, tracts, articles, documents audio et audiovisuels, etc.).

2. Voir BOUCQ Ch, MIRKES M. «L'argumentation», fiche pédagogique de l'Esperluette, n°12, juin 1997.

3. Voir, à ce sujet, les travaux de CARION F., entre autres: «Pour une approche communicationnelle des organisations de mouvement social», *Communication et organisation* [En ligne], 31 | 2007, mis en ligne le 1er juillet 2010, consulté le 21 août 2014. URL: <http://communicationorganisation.revues.org/124>.

4. Sur ces questions, le lecteur pourra se rapporter à la fiche pédagogique suivante: LOUTE A., «Comment garder «vivante» notre mémoire collective», fiche pédagogique de l'Esperluette, n°79 - Janvier/Février/Mars 2014





nente n'y ont jamais eu accès. Et ils ne se voient que rarement, ou difficilement, allouer un espace médiatique occasionnel. Comment l'expliquer? Nous formulerons ici deux hypothèses.

### LA BOITE NOIRE DE L'APPAREIL MÉDIATIQUE

Souvent, le refus qui leur est opposé est justifié par l'invocation de formats, de modes d'écriture, de dispositifs audiovisuels, d'impératifs d'actualité, de contingences internes, etc. jugés incompatibles avec le produit ou le propos soumis. Ces arguments renvoient aux lois de fonctionnement propres à l'appareil médiatique. Elles sont intériorisées par les agents comme autant d'«évidences» régissant la construction de l'information: de sa sélection («T'as quoi aujourd'hui?») et du traitement («C'est quoi l'angle?»), à la hiérarchisation («On ouvre sur quoi, aujourd'hui?») et à l'emballage («T'as pas un titre plus accrocheur?»).

Le propre de ces lois, c'est qu'elles posent sur des «non-choix», c'est-à-dire des choix jamais exposés, écrits ou formulés en tant que tels, moins encore publiés ou débattus en interne, ni jamais enseignés même. Ils s'acquiescent «sur le tas», «pas sur les bancs de l'école», s'entend encore dire, aujourd'hui<sup>5</sup>, la jeune recrue ou le nouveau stagiaire à qui l'on conseille même de «commencer par oublier tout ce qu'[elle] y a appris». L'apprentissage est supposé relever de l'intuition, du «sens de l'information», de l'expérience ou de la reproduction d'expérience, de la capacité «spontanée» à se saisir des codes, invisibles, du métier sans qu'il faille se les faire expliquer. C'est le «cela-va-de-soi-journalistique»<sup>6</sup>, dont la maîtrise distingue le «bon professionnel».

C'est pourquoi on peut poser l'hypothèse d'un pilotage automatique, impensé, de la fabrication quotidienne de l'information... La boîte noire de l'appareil agrège, effectivement, une série de routines, de réflexes, de mobilisations spontanées de «valeurs» ou d'images mentales, de références professionnelles collectivement agréées, mais aussi de cadres d'interprétation journalistiques du «réel»<sup>7</sup>. Ce sont eux, principalement, qui font que le monde est comme il est dans «la vision médiatique»<sup>8</sup>.

Ils sont forgés, avant tout, ces cadres interprétatifs, par une série de perceptions, de croyances et de mythes socialement partagés et plus ou moins ancrés dans l'imaginaire social, donc, aussi dans celui du journaliste. Ce sont, en quelque sorte, les soubassements du «discours anonyme» des médias que François Brune analysait déjà voici vingt ans<sup>9</sup> en explorant le sous-sol mental de l'époque.

### POUVOIR DE CADRAGE ET DE FILTRAGE

L'ensemble du traitement de l'actualité opère, de fait, à partir d'un nombre relativement restreint de ces cadres de lecture du monde: la place centrale des individus (au détriment des structures), le primat du témoignage personnel (plutôt que des enjeux collectifs), l'étiquetage identitaire, sous forme de catégories closes et figées, des «pauvres», des «chômeurs», des «demandeurs d'asile»... (ignorant la pluralité et le métissage permanent des identités), la nouveauté qui «surgit» et fait événement (jamais l'invariant), le présent, c'est-à-dire l'ici et maintenant, qui seul compte (en oubliant tout «ce qui nous précède, nous excède et nous succède», selon l'expression de Régis Debray), le combien utilitariste ou le comment techniciste (et rarement le pourquoi significatif), la naturalisation de la complexité dynamique du réel (les réalités sociales perçues comme des «faits de nature» et non comme le résultat de processus), etc.

De la sorte, les cadres d'interprétation médiatiques reflètent et consolident - plus qu'ils ne la définissent - une Culture, une communauté de sens. Depuis la chute du mur de Berlin, on ne parle plus d'idéologie mais plutôt de «valeurs», de «paradigmes», de «référentiels», vocables qui marquent une inflexion vers une plus grande neutralité relevant de la logique technocratique. Il n'empêche: ces communautés de sens forment bien «une idéologie commune qui imprègne les esprits en un prêt-à-penser fait de routines mentales qui sont aussi des cadres d'action et de légitimation»<sup>10</sup>.

Ainsi défini, le pouvoir journalistique de cadrage peut jouer en même temps le rôle de filtre: il laissera passer des sujets ou des regards en fonction de leur adéquation aux «logiques» de



© REPORTAGE PHOTO & 81

l'époque, ou il bloquera la couverture de questions, d'enjeux ou d'événements qui n'entrent pas dans ces cadres<sup>11</sup>. Par exemple, la dégradation des conditions de travail dans l'entreprise moderne, attestée depuis plus d'une décennie par la Fondation de Dublin<sup>12</sup>, acquiert rarement le statut de «question publique» dans les rédactions. Où on lui préfère l'angle du *harcèlement moral*, qui entre à la perfection dans le schéma narratif omniprésent «du bourreau et de la victime», ou celui du suicide au travail, qui, plus encore, isole l'individu, le découpe de la structure collective. Ce qui a pour conséquence d'occulter les effets pourtant massivement plus significatifs (et désastreux) des modèles managériaux en vigueur...

Apparaît ainsi un fossé de plus en plus fréquent entre l'importance objective d'un fait social et l'intérêt général qui existe à le porter à la connaissance du public, et ce à quoi l'information accorde, en fin de compte, le statut d'événement médiatisable. Or, le seul réel qui compte désormais, pour nombre de personnes ou de protagonistes, est celui qui consacre le virtuel médiatique<sup>13</sup>!

Le constat en a déjà été fait par ailleurs: les médias centraux reconnus ne peuvent pas être envisagés comme de possibles moyens d'émancipation collective. Mais, à ce stade, on peut poser également que les prismes

d'appréhension et de représentation du monde social tendent à rendre progressivement impensable, dans le discours médiatique, le recours même à l'action collective comme levier de transformation de la société. Dans une telle hypothèse, c'est toute la démarche de l'éducation permanente qui se trouve invalidée dans l'espace des médias...

### UN RAPPORT AMBIGU À L'EXERCICE DU CONTRE-POUVOIR

C'est plus vrai encore dès lors que son propos croise et concurrence la définition démocratique «historique» du journalisme: c'est notre deuxième hypothèse.

La presse a été très tôt liée à l'expression démocratique. Les journaux et les journalistes sont nés avec les débuts de la démocratie. «On ne sait trop lequel, du journalisme ou de la démocratie, est l'ombre de l'autre, note Marc-François Bernier, tellement ces deux concepts sont inséparables dans les énoncés, les pétitions de principes, les préambules et les déclarations publiques.»<sup>14</sup>

Le combat historique pour la liberté de presse, puis la lutte du journalisme contre l'opacité du pouvoir, dans des sociétés où le secret était la règle, et les informations un bien rare à conquérir, continuent à nourrir le discours auto-justificateur des journalistes. En vertu de celui-ci, ils font de leur production une contribution à la démocratie ou à la défense de celle-ci. Sur le plan des principes, c'est incontestable: des médias indépendants, œuvrant dans le cadre d'un véritable pluralisme de pensées, servent la démocratie. Cela ne veut pas dire que celle-ci soit garantie, «naturellement», par la seule existence des médias et de leurs produits<sup>15</sup>.

Il n'y a pas de lien mécanique, par exemple, entre la liberté d'expression et la capacité à «penser en dehors de soi» et des lieux communs du temps. Le rôle d'interpellation des journalistes, salubre pour le débat démocratique, tend souvent à se muer, dans les pra-

tiques observables, en une suspicion systématique (et dommageable, à terme, pour la démocratie) à l'égard de certaines catégories de personnes interrogées, singulièrement les représentants du pouvoir ou des partis politiques, des syndicats de travailleurs ou de divers collectifs «anti» (-système), ou, encore, sans que la liste soit exhaustive, de la communauté des musulmans de Belgique.

Pour peu que l'on partage cette évaluation, on peut analyser les fins de non-recevoir médiatiques auxquelles s'exposent régulièrement les organisations d'éducation permanente, à la lumière du rapport qu'entretient l'information contemporaine à l'exercice du contre-pouvoir. Plus précisément, on peut s'interroger sur la tendance du journalisme à revendiquer, dans les faits, le monopole d'«un contre-pouvoir qu'il n'exerce plus nécessairement d'une façon satisfaisante»<sup>16</sup>. Tenir à la marge de l'espace d'expression média-

tique des mouvements ou propos plus ou moins consciemment ressentis comme «rivaux» dans une fonction de contre-pouvoir peut, dès lors, s'avérer le dernier (?) recours d'une instance médiatique devenue elle-même pouvoir. ■

1. FASTRES J., «Le rôle des médias dans la question publique: l'œuf ou la poule?», *Intermag*, 1er octobre 2008, [www.intermag.be/analyses-et-etudes/lien-medias-multi-medias/145-le-role-des-medias-dans-la-ques-tion-publique](http://www.intermag.be/analyses-et-etudes/lien-medias-multi-medias/145-le-role-des-medias-dans-la-ques-tion-publique)
2. In CABIN P., (dir. par), *La communication. Etat des savoirs*, Sciences humaines, 1998.
3. Selon la belle formule du sociologue des médias NEVEU E.
4. Cité par NEVEU E., «L'approche constructiviste des "problèmes publics". Un aperçu des travaux anglo-saxons», *Etudes de communication*, 22, 1999, mis en ligne le 23 mai 2011, <http://edc.revues.org/index2342.html>
5. En dépit de la professionnalisation revendiquée du métier et du recours, déjà ancien, à des jeunes journalistes de plus en plus diplômés.
6. CASANOVA B., «L'influence de la télévision sur les pratiques journalistiques: l'exemple de la prise d'otages de la maternelle de Neuilly (13-15 mai 1993)», *Les Cahiers du journalisme*, n°1, ESJ Lille-Université Laval, 1996, [www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/01/14\\_Casanova.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/01/14_Casanova.pdf).

## Que faire pour inverser la tendance?

Il paraît vain de prétendre pénétrer l'imaginaire des journalistes pour y infléchir le poids des cadres d'interprétation à l'œuvre.

Pour peu que l'on veuille continuer à agir sur le pouvoir d'agenda des médias de diffusion de masse, on peut suggérer quelques pistes:

- Etablir et alimenter (ou continuer à le faire) des **rapports sur le long terme avec des journalistes «choisis»**, en sachant que leur marge d'autonomie se restreint en même temps que leurs moyens et une certaine motivation à devoir «se battre» seuls, ou dans une position minoritaire.
- Proposer des **opérations communes** à des médias, de manière à impliquer les deux partenaires à un degré égal, mais à partir de compétences propres à chaque espace. On sort ainsi d'une position de simple demandeur pour entrer dans une coopération mutuellement profitable. En montrant qu'on intègre les contraintes et l'intérêt du média, on évite ainsi de susciter l'impression éventuelle d'instrumentalisation que peut susciter le démarchage pour simple publication. Cela suppose de commencer par penser les opérations propres de plus ou moins grande ampleur dans cette optique potentielle.
- Créer l'événement en instituant **un ou plusieurs prix annuels** à décerner à des journalistes, des médias ou des initiatives du secteur dont la démarche s'inscrit dans celle de l'éducation permanente.
- Créer une banque de données, **sorte d'agence de presse de l'éducation permanente**, qui mettrait à disposition des professionnels des médias des analyses, des données, des documents (multimédiatiques) sur des sujets qu'ils auraient à traiter, en mobilisant les spécificités et les spécialisations de chaque association.
- Mettre à disposition, de ce même point de vue, un **lexique de réappropriation** du langage détourné. ■







baines davantage que les zones périurbaines et rurales. Explication: la précarité sociale, les phénomènes d'isolement et d'anonymat y sont plus prégnants. Ajoutez à cela la "pression sociale", qui pousse à se rendre aux urnes davantage en zones rurales, là où l'on est davantage "observé", alors que dans les villes, forcément, on évolue dans un plus grand anonymat»<sup>3</sup>.

On constate qu'en règle générale les jeunes s'abstiennent plus, de même que les femmes âgées. L'âge aurait donc une forte incidence sur la participation électorale. Il ressort également que les Belges d'origine étrangère s'abstiennent proportionnellement moins que l'ensemble de la population, et cela quel que soit le sexe. On peut cependant émettre l'hypothèse que ce faible taux d'abstention ne s'expliquerait pas tant par l'origine ethnique, mais par le fait que très peu de Belges d'origine extraeuropéenne sont âgés de plus de 65 ans.

## DES CAUSES MULTIPLES ET PROFONDES

Il semble toutefois nécessaire d'analyser les ressorts de cette abstention ou de cette défiance par rapport à un droit chèrement acquis. Il y a bien sûr la crise économique et les politiques d'austérité qui en résultent. Elles charrient leur lot de souffrances et d'amertume, générant chez les citoyens une attitude de rejet des partis politiques traditionnels, jugés inca-

pables de porter un projet de société innovant pour sortir de la crise par le haut.

Mais, plus largement, ne faudrait-il pas également se poser la question de l'état de santé de notre démocratie représentative? «Il y a une difficulté croissante à identifier la base sociale sur laquelle s'exerce la démocratie. En d'autres termes, il est plus compliqué pour les citoyens de savoir à qui doit s'adresser la norme et d'où elle émane»<sup>4</sup> relève le philosophe John Pitseys dans le magazine *L'Appel*. «Cette crise prendrait sans doute d'autres formes si les citoyens avaient l'impression qu'en agissant politiquement, leur colère compterait. La crise est d'abord celle de la participation démocratique. A partir du moment où on ne sait pas qui prend la décision, on ne sait pas comment participer à la décision. Sans savoir à quel endroit agir, il est difficile de s'impliquer en politique.»

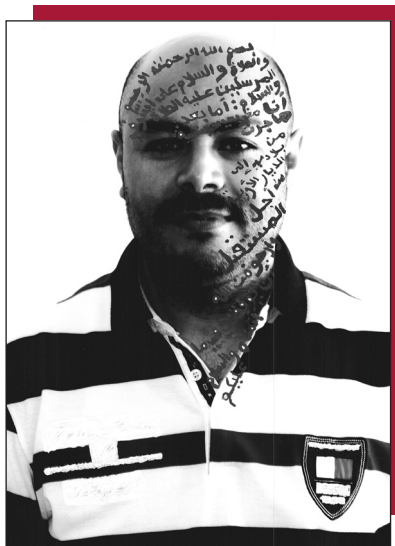
Des facteurs plus collectifs et structurels peuvent également contribuer à réduire l'attrait de l'élection. La conviction que le vote de la masse exploitée et dominée pourrait, par son nombre, renverser le rapport de forces s'est estompée devant la réalité; la classe ouvrière n'a pas adopté un comportement électoral homogène; les instances traditionnelles de socialisation (écoles, mouvements de jeunesse, syndicats, mouvements associatifs) ne jouent plus guère le rôle de politisation; le poids pris par les médias et notamment la diffusion de sondages d'opinion peuvent avoir un effet démobilisateur («les résultats sont connus d'avance»). De même, la disparition de la presse d'opinion a entraîné l'affaiblissement d'enjeux et de lignes politiques clairement identifiés. A cela s'ajoute une augmentation de l'individualisme qui touche aussi le comportement électoral.

En outre, personne n'ignore que le pouvoir politique subit de plus en plus de pressions de la part des milieux économiques. L'appartenance à l'Union européenne limite également de plus en plus la marge de manœuvre des mandataires élus et ce, à tous les niveaux de pouvoir. On ne peut cependant perdre de vue que le corps électoral, pris dans son ensemble, garde un pouvoir réel sur des enjeux importants, les dé-

cisiones prises variant sensiblement en fonction des partis qui gouvernent. On s'en apercevra assez tôt avec le programme politique de la «suédoise».

Tous ces éléments contribuent-ils à nous inciter à renoncer au vote obligatoire, comme 50% des citoyens interrogés l'ont exprimé dans un sondage préélectoral de la Libre Belgique en avril 2014? Le peu d'enthousiasme manifesté par les électeurs fait, par contre, craindre qu'en cas de suppression de l'obligation, la Belgique rejoigne le haut du classement des pays abstentionnistes. D'ailleurs, dans le même sondage, 38% des sondés ont reconnu qu'ils resteraient à la maison en l'absence d'obligation!

Mais un droit qui n'est pas exercé est-il un droit démocratique? Quand on a décrété le droit à l'instruction pour tous, il a fallu rapidement rendre l'instruction obligatoire, contre la pression de parents qui n'en voyaient pas l'intérêt ou l'utilité. De même, le repos postnatal est un droit et... une obligation. Garantir l'exercice d'un droit peut donc exiger d'en faire une obligation. Et le droit de vote doit faire partie de ceux-là. Plutôt que de faire la morale, (re)donnons envie aux gens de s'intéresser aux orientations de la société et donc d'exercer leur droit de vote. Réhabilitons le politique dans sa véritable nature: en amont, un espace de débats et de conflits sur la gestion de la société; en aval, un lieu d'arbitrage, de décision et d'action sous le contrôle ultime, en démocratie, du suffrage universel. ■



© REPORTAGE PHOTO & 81

1. ProVote, tel est le nom donné à cette plateforme, regroupe en son sein huit acteurs de la société civile, à savoir le Centre d'Action Laïque (CAL), la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (CGSLB), le Centre Libéral d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel (CLARA), le Centre d'animation et de recherche en écologie politique (Etopia), la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC), Présence et Action Culturelles (PAC) et les Territoires de la Mémoire.  
 2. <http://www.faussesbonnesexcuses.be>  
 3. DELWIT P., «Il va falloir convaincre le citoyen», *Le Soir*, 5 mai 2014.  
 4. «Convée des urnes ou responsabilité citoyenne?» Interview de John Pitseys par Stéphane Grawez, *L'Appel*, n°367, mai 2014.





# N'effaçons pas les couleurs de la diversité!<sup>1</sup>

PAR CHRISTIAN VAN ROMPAEY  
(COMMISSION ÉTHIQUE D'ALTÉO)

**A**ccéder aux bâtiments publics, prendre le train ou le bus posent souvent problème aux personnes malades et handicapées. Mais la participation à la vie en société ne se résume pas à l'accessibilité ou à la mobilité. Cela suppose aussi avoir des amis, un emploi, se former, s'adonner à des loisirs, voyager, faire la fête... Le chemin pour entrer et être accepté dans un monde conçu par et pour les «valides» est bien difficile.

Depuis des années, Altéo et bien d'autres mouvements sociaux proches des malades et des personnes handicapées cherchent à développer leur participation et leur intégration à ce qu'on appelle «une vie normale». Certes, les mots peuvent connaître l'usure du temps et perdre de leur force de frappe.

Mais l'idée que nos sociétés doivent s'ouvrir à la diversité et donner à chacun la possibilité de réaliser ses projets de vie reste un objectif fondamental. Aujourd'hui, la notion d'inclusion exprime l'espoir que nos sociétés soient largement accueillantes à toutes les personnes. «L'inclusion, explique Patrick Charlier, directeur adjoint du Centre interfédéral pour l'égalité des chances, est un enjeu pour tous ceux qui sont au bord de l'exclusion: les chômeurs, les jeunes, le grand âge, les malades, les personnes handicapées, les orientations sexuelles minoritaires,

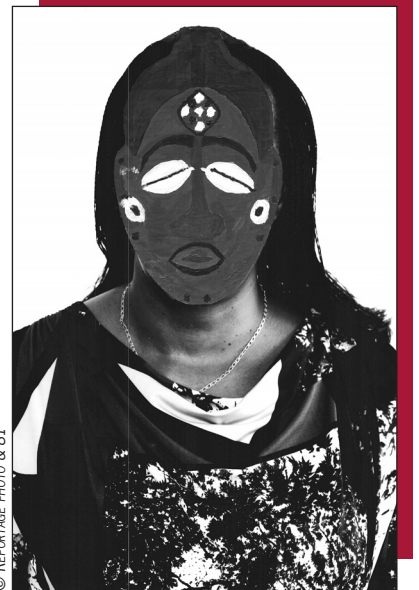
les étrangers, les personnes à mobilité réduite...» Cette notion d'inclusion (contraire à celle d'exclusion) est maintenant inscrite dans les grands textes internationaux découlant de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## PARTICIPATION, INTÉGRATION, INCLUSION

On dira: qu'est-ce que cela change de parler de «société inclusive» plutôt que de participation ou d'intégration, des mots qui nous sont plus familiers? Comme l'affirme Charles Gardou, professeur à l'Université de Lyon II et auteur de *La société inclusive, parlons-en!* (éditions Eres), ce nouveau cadre de réflexion bouscule notre manière de penser la présence des personnes handicapées dans nos sociétés: «Il ne s'agit pas seulement, dit-il, d'un écran de fumée rhétorique, d'une musique d'ambiance, d'une jonglerie intellectuelle... Ce nouveau cadre de pensée sociale remet en cause les milieux professionnels arc boutés sur des standards.»

«C'est une approche du handicap par le droit, précise à son tour Patrick Charlier. L'approche n'est plus seulement médicale. On ne parle plus d'assistance, pas seulement de sollicitude. On part des droits humains sans se limiter à un appel moral à la solidarité. La Déclaration des droits de l'homme est prolongée par des Conventions qui deviennent un engagement, un horizon contraignant pour chaque pays signataire. Cela concerne les enfants, les travailleurs, les migrants...»

En l'occurrence, en recourant à la notion d'inclusion, la Convention relative



© REPORTAGE PHOTO & 81

aux droits des personnes handicapées a pour objectif de permettre à celles-ci de jouir des mêmes droits et libertés fondamentales que les autres. Il s'agit, par exemple, pour elles, du droit de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence et où et avec qui elles veulent vivre.

Il ne s'agit donc pas seulement de définir des bonnes intentions mais de «faire», de prendre des mesures efficaces et appropriées.

## POURQUOI PARLER DE «SOCIÉTÉ INCLUSIVE»?

Pour comprendre la portée de l'idée «d'inclusion», l'anthropologue français Charles Gardou propose de passer par son contraire: «L'adjectif exclusif qualifie ce qui appartient uniquement à quelques-uns, à l'exclusion des autres. L'adjectif inclusif traduit donc le refus de la mise à l'écart de ceux que l'on trouve gênants.»



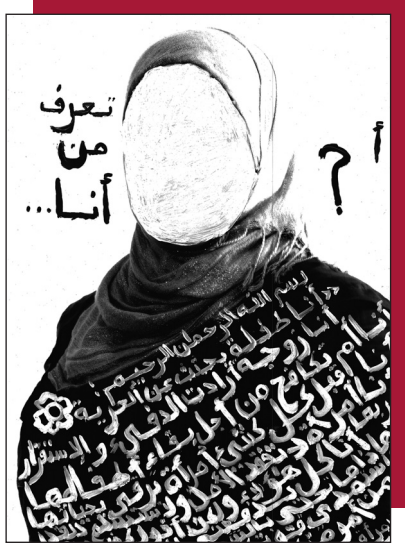
**LE DROIT D'EXISTER**

Une société inclusive défend «le droit de vivre mais aussi celui d'exister.» Il faut, bien sûr, être attentif à répondre aux besoins biologiques (manger, dormir, se loger, être soigné...). Mais ceux-là ne garantissent pas à eux seuls l'existence. Ils réclament aussi de l'attention et de la sollicitude pour éviter que «les personnes en situation de handicap soient dans la société sans y être réellement et sans en être vraiment.» Une société inclusive s'attachera à lever les obstacles pour que «tout ce que la personne peut réaliser soit réalisé».

Permettre d'exister à une personne fragilisée par un handicap exige de valoriser ses ressources, ses capacités. C'est reconnaître ses désirs personnels, les entendre, en dépit parfois de l'absence de mots. Certes, on ne cache plus les personnes handicapées dans les arrière-cuisines, mais on a toujours peur de les voir entrer dans le circuit du travail, de se lancer dans une relation amoureuse, de partir en voyage...

«Les sociétés... ont des difficultés à reconnaître les processus structurels qui produisent ou creusent les inégalités», constate Charles Gardou. Elles rechignent à voir la réalité en face. «La liberté individuelle est souvent compromise par le handicap. C'est pourquoi celui-ci peut se définir comme une situation de privation de liberté, variable selon le degré de gravité de la déficience, et liée aux entraves d'un environnement colonisé par les "bien-portants"».

Une refondation de l'idée d'égalité suppose donc de «passer d'une logique de réparation» à un travail de prévention sur le contexte social (l'environnement social et culturel, l'emploi, l'éducation...). Le but? Atténuer les conséquences du handicap, gagner le droit de participation et la reconnaissance des capacités. Car, souvent, les personnes handicapées sont prétendues incapables et trop dépendantes pour entreprendre. On est donc loin d'un simple changement de vocabulaire, comme l'affirme Charles Gardou. ■



© REPORTAGE PHOTO & 81

«Une société, précise Charles Gardou, n'est pas un club dont des membres pourraient accaparer l'héritage social à leur profit pour en jouir de façon exclusive et justifier, afin de le maintenir, un ordre qu'ils définiraient eux-mêmes.» Le premier principe d'une société inclusive est «que nul n'a l'exclusivité du patrimoine humain et social.» Dans l'optique classique d'intégration, c'est l'individu qui doit s'adapter à son environnement. Dans une société inclusive, c'est l'environnement qu'il convient d'adapter à l'individu.

La caractéristique essentielle d'une société inclusive sera «d'offrir le droit de cité à tous ceux qui viennent au monde.» Les personnes en situation de handicap ne relèvent pas d'un type humain à part. Chacun a le droit d'être différent et d'habiter avec les autres. Attention donc, quand on parle «des handicapés» à ne pas désigner ainsi «des membres d'un ordre humain et social différent, affligés d'une infériorité par rapport à la condition normale». Et à ne pas les mettre dans une catégorie à part. «Il n'y a pas plusieurs humanités: l'une forte, l'autre faible; l'une éminente, l'autre insignifiante. Mais une seule, dépositaire de notre condition universelle, au cœur de laquelle niche la vulnérabilité.» La caractéristique d'une société inclusive sera d'organiser des institutions qui ne donnent pas l'occasion aux citoyens de se sentir humiliés ou d'en humilier d'autres.

**PREMIER SALON DE L'EMPLOI INTÉRIM à Mons le 6 novembre prochain**

Le projet Trempl'intérim vise à favoriser, au niveau local, les collaborations entre les agences intérim et les centres de formation relevant de l'insertion socioprofessionnelle. Dans ce cadre, l'AID et tous les partenaires du projet (quatre fédérations d'insertion socioprofessionnelle et le Fonds de formation des intérimaires) organisent le 1<sup>er</sup> Salon de l'Emploi Intérim, à destination du public en insertion socioprofessionnelle. Il se déroulera à Mons, dans les locaux du MOC, rue Marguerite Bervoets.

Comme l'ensemble du projet, cet événement vise à faciliter l'accès à l'emploi des stagiaires issus des centres de formation, et cela, via des missions en intérim qui renforcent leur expérience professionnelle et servent de tremplin vers un contrat fixe.

Plusieurs agences d'intérim montoises ou louviéroises seront représentées à ce salon. En plus des entretiens entre candidats et consultants pour décrocher un emploi, seront proposés aux participants des ateliers relooking, des sessions de questions-réponses sur le statut intérimaire, des exercices de présentation et un coin catering... pour que cette matinée soit aussi conviviale qu'utile et enrichissante pour tous! ■

**PERSONNE RESSOURCE:**  
SÉVERINE ANDRÉ - SEVERINE.ANDRE@AID-COM.BE OU 02/246.38.69

1. Nous reprenons ici en quasi-totalité un double article paru dans *En marche*, 15 mai 2014, [www.enmarche.be](http://www.enmarche.be).



## Nouveau Cahier du CIEP: Le(s) populisme(s)

Ce Cahier constitue les actes de la journée d'études d'actualité politique du CIEP sur le(s) populisme(s). En introduction, **Pierre Georis** nous rappelle que le populisme est une notion vague et confuse, attribuée tantôt à certains régimes politiques latino-américains des années 30, tantôt à certains de nos contemporains comme Berlusconi ou Bart De Wever. Au-delà de cette entrée, il estime utile de redonner une valeur explicative au mot dans sa dimension de concept et il souligne le lien qui peut être fait entre la montée du populisme et la crise de la démocratie représentative.

Pour comprendre qui parle au nom de quel peuple, **Louis Carré** nous invite à questionner les usages de cette notion polysémique, politique, renvoyant à une dimension imaginaire et historiquement marquée. En effet, le phénomène dit «populiste» a partie liée avec le nœud formé par les différents sens et usages du terme «peuple»: peuple souverain, nation, classe, masse, population. Pratiquer cette vigilance critique permet de prendre la mesure du fait que les mots et les idées constituent des armes, en politique plus qu'ailleurs.

Pour **Richard Lorent**, la polysémie du mot «populisme» a des origines historiques. Elle est liée à deux tentatives avortées de transformation sociale, russe et américaine. Depuis la naissance du mot dans la Russie des Tsars du début du 19<sup>ème</sup> siècle, l'auteur nous montre comment ce concept, à l'origine univoque, a acquis diverses significations à partir de 1969, pour, depuis le milieu des années quatre-



vingt, se substituer régulièrement aux termes «fascisme» ou «extrême droite» et aujourd'hui, *in fine*, être utilisé pour insulter un adversaire.

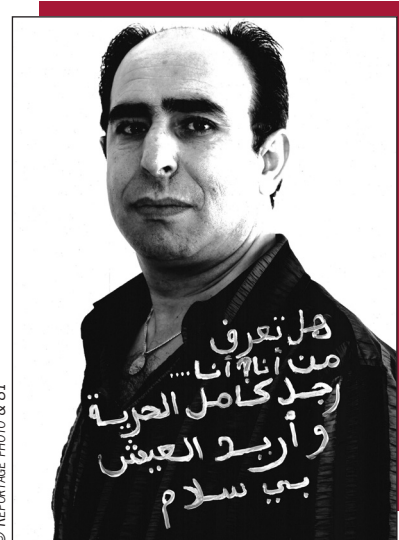
Plus loin dans ce Cahier, **Henri Deleersnijder** nous propose d'identifier le «populisme» et le «national-populisme» à travers des caractéristiques telles que l'exaltation d'un peuple monolithique, l'appel direct à lui par un leader qui estime l'incarner et un discours démagogique qui rejette les élites intellectuelles et politiques ainsi que les médiations parlementaires. A ces propos viennent parfois s'ajouter des points de fixation tels que le rejet de l'Islam, et de l'immigration ainsi que l'insécurité. Ces phénomènes dénotent une pathologie de la démocratie représentative et nous invitent à retrouver le chemin du «peuple» porteur d'humanité.

Ensuite, **Marc Sinnaeve** met en lumière l'utilisation, par certains médias d'information générale, principalement la télévision, des ressorts qui définissent le populisme: le rapport très ambivalent du journalisme contemporain à cette notion de «peuple», la nécessité de séduire et fasciner, l'invo-

cation ou la recherche de la «demande du public» en matière de programmation et d'information, la revendication d'un anti-intellectualisme qui préfère le bon sens aux abstractions intellectuelles... Le journalisme événementiel démontre alors son incapacité à traduire les épreuves personnelles en questions collectives et à prendre une place critique et créatrice de sens dans notre société.

Enfin, **Marc Maesschalck** nous confirme que le populisme tel qu'il apparaît aujourd'hui sur la carte politique européenne représente une menace pour les options défendues par les mouvements sociaux progressistes en démocratie. Il nous indique les conditions qu'il faudrait remplir pour être en mesure de réagir à cette situation en reprenant l'initiative politique sur ce terrain: offrir des lieux pour «faire politique» autrement et contourner l'assouplissement, «recoloniser» l'espace public trop déserté. En d'autres termes, construire positivement un nouveau rôle social dans un espace démocratique en voie de reconquête citoyenne.

**CE CAHIER EST TÉLÉCHARGEABLE GRATUITEMENT SUR LE SITE DU CIEP À L'ADRESSE:**  
WWW.CIEP.BE/LES-CAHIERS-DU-CIEP/ARCHIVES/  
OU DISPONIBLE SOUS FORMAT «PAPIER» AUPRÈS DE  
FRANCINE BAILLET - 02/246.38.41  
FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE, DANS LA LIMITE DU  
STOCK DISPONIBLE.



© REPORTAGE PHOTO & 81





# Energie Info Wallonie est né!

PAR CHRISTINE STEINBACH,  
PRÉSIDENTE DU RWADE



**C**ela manquait cruellement dans le paysage énergétique wallon, depuis la libéralisation. Nous l'avons obtenu! Le service d'appui **Energie Info Wallonie** vient d'être lancé. Une belle victoire pour les organisations membres du Réseau Wallon pour l'Accès Durable à l'Énergie (RWADE), dont les Equipes Populaires, la CSC et le MOC. Et pour les citoyens, un soutien concret et une mine d'informations utiles sur l'énergie et sur nos droits.

L'accès à l'énergie est un enjeu qui concerne l'ensemble des ménages wallons. Toutefois, une partie croissante d'entre eux rencontre une série de difficultés pour répondre à ses besoins fondamentaux: se chauffer correctement, s'éclairer, préparer à manger, se laver, etc.

Les difficultés vécues par les ménages en matière d'accès à l'énergie sont causées par divers facteurs: la mauvaise qualité des logements (insalubrité, mauvaise isolation, etc.), la faiblesse des revenus, le prix de l'énergie, etc. L'ouverture à la concurrence des marchés du gaz et de l'électricité en 2007 a également engendré de nombreux et profonds changements pour les citoyens consommateurs.

## UN SOUTIEN POUR LES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Les intervenants sociaux des secteurs public et associatif sont confrontés à de plus en plus de demandes d'aide concernant le droit et l'accès à l'énergie. Cependant, ils ne possèdent pas toujours les outils nécessaires pour faire face à la complexité du marché de l'énergie et répondre aux attentes de leurs usagers (multiplicité des acteurs, complexité des législations fédérales et régionales en vigueur).

Les organisations sociales, syndicales, environnementales, de consommateurs et de lutte contre la pauvreté qui composent le RWADE ont dès lors plaidé pour la création d'un service d'appui. Le but est double: d'abord, assurer un soutien aux intervenants sociaux; ensuite, permettre aux organisations de construire un niveau d'expertise suffisant pour faire valoir les

intérêts des consommateurs sur les marchés libéralisés du gaz et de l'électricité.

Le Gouvernement wallon a entendu cette demande et a soutenu le RWADE et l'ASBL Droits Quotidiens dans la création en mars 2014 d'un service d'appui aux consommateurs vulnérables de Wallonie: **Energie Info Wallonie**.

## SOUTENIR, INFORMER ET FORMER

**Energie Info Wallonie** a pour objectif de soutenir et informer gratuitement les travailleurs sociaux et les citoyens consommateurs sur toute difficulté ou question liée à l'accès à l'énergie, notamment:

- L'organisation et les acteurs du marché de l'énergie;
- La fourniture de gaz et d'électricité: connaître sa consommation, choisir son fournisseur, conclure un contrat, comprendre ou contester sa facture, changer de fournisseur, déménager;
- Les procédures en cas de difficultés de paiement: le défaut de paiement, les compteurs à budget;
- Les mesures de protection des consommateurs, en particulier des consommateurs les plus fragilisés: les clients protégés, le tarif social, les plans de paiement;
- Les procédures de plainte: les médiateurs, le démarchage abusif.

**Bon à savoir aussi:** le Service d'appui organise des formations. Destinées aux intermédiaires sociaux et autres professionnels intéressés par les thématiques liées à l'énergie, elles peuvent également intéresser des associations et fédérations d'éducation permanente. Cycle de base ou formations plus spécifiques, elles ont pour objectif d'aider à acquérir les connaissances pratiques nécessaires pour répondre aux questions et aux difficultés rencontrées par les citoyens en matière d'accès à l'énergie. ■

## DÉCOUVREZ LE SITE:

[WWW.ENERGIEINFOWALLONIE.BE](http://WWW.ENERGIEINFOWALLONIE.BE)

LE SERVICE EST DISPONIBLE AU (0)81 390 626:

- POUR L'INTERVENANT SOCIAL, DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H À 12H30 ET DE 13H30 À 16H30
- POUR LE CITOYEN, CHAQUE LUNDI ET JEUDI ENTRE 9H ET 12H30





## Vie Féminine appelle au refinancement urgent de l'Education permanente

**D**u 3 au 5 juillet dernier, 500 femmes se sont réunies à Namur à l'initiative de Vie Féminine pour questionner collectivement la problématique de la culture et des politiques culturelles. Au programme, trois journées de réflexion et de débats autour du thème de la culture: qui, aujourd'hui, est reconnu comme acteur culturel? Quels sont les rapports de force en jeu dans le secteur socio-culturel? Comment sommes-nous, toutes, là où nous sommes, productrices de culture?

À l'heure où se négocient les grands axes des futures politiques culturelles, nous lançons un signal d'alarme aux partis politiques qui négocient actuellement en vue de la constitution du futur gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles: les choix posés seront déterminants pour l'avenir, déjà en péril, du secteur de l'Education permanente.

Si nous nous réjouissons qu'en Belgique, les organisations sociales et féministes soient considérées comme

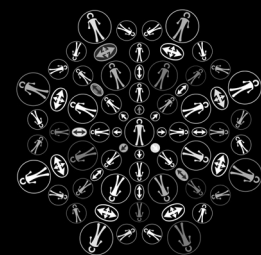
opérateurs culturels, nous sommes inquiètes quant à l'avenir du secteur de l'Education permanente, déjà en précarité financière croissante. Outil d'émancipation pourtant fondamental, l'Education permanente est aujourd'hui fortement mis à mal par les politiques d'austérité, la marchandisation de la culture et l'insécurité liée au transfert des compétences du fédéral au régional.

L'Education permanente questionne les causes des inégalités, les rapports de pouvoir, l'organisation sociétale, les représentations et les manières de vivre. Elle permet également l'appropriation de ressources indispensables au développement, chez toutes et tous, d'une conscience citoyenne et critique, enjeu essentiel de la démocratie culturelle.

En tant que Mouvement d'Education permanente, nous enjoignons les pouvoirs politiques à ne pas précariser davantage le secteur socio-culturel. Il est urgent que le Décret de l'Education permanente soit appliqué à 100%. Rappelons que le gouvernement prévoyait d'atteindre cet objectif en 2010. Actuellement le secteur n'est toujours financé qu'à 91% du Décret. En outre, nous sommes toujours dans l'attente d'un refinancement des emplois du secteur. Nous demandons que les engagements pris soient enfin respectés.

Dans un contexte de crise, de précarisation croissante des femmes, de recul de leurs droits et de perte de confiance dans les Institutions, l'Education permanente reste un outil essentiel pour l'émancipation individuelle et collective des femmes. ■

## Nouvelle session BAGIC 2014 - 2016



**BAGIC**  
CHARLEROI  
Formation de coordinateurs de projets culturels et sociaux

- Vous êtes animatrice/teur dans un Mouvement d'éducation permanente, une Organisation de jeunesse ou d'ainés, un Centre culturel, une association de quartier...
- Vous travaillez dans un dispositif de prévention, de politiques urbaines, en activités extrascolaire...
- Vous développez des projets d'aide à la création et la créativité, d'expression culturelle...
- Vos projets sont féministes, inter-culturels, sociaux, de solidarités internationales...

Le CIEP vous propose une formation à la coordination de projets culturels et sociaux en action collective: le BAGIC. ■

### INFOS ET CONTACTS:

WWW.CIEP.BE

(RUBRIQUE FORMATIONS/BAGIC)

**COORDINATION:** LAHCEN AIT AHMED

LAHCEN.AITAHMED@CIEP.BE OU

0485/67.65.98

ET FLORENCE MOUSSIAUX -

FLORENCE.MOUSSIAUX@CIEP.BE

OU 0497/36.04.86

**SECRETARIAT:** FRANCINE BAILLET -

BAGIC@CIEP.BE OU 02/246.38.41





# ISCO: refonte des statuts

PAR VIRGINIE DELVAUX,  
CIEP COMMUNAUTAIRE

Les statuts d'une association ou d'un organisme sont un peu les fondations d'un édifice. Ce sont eux qui permettent de construire, d'orienter, de baliser le projet.

Les statuts de l'ISCO avaient été modifiés pour la dernière fois dans les années 1970. En 40 ans, l'architecture de l'ISCO avait donc bien évolué: il était temps de refaire une analyse de nos fondations, de renforcer certains aspects et d'en dépeussier d'autres.

Concrètement, les modifications ont porté sur 3 aspects:

- Une reformulation de certains traits de vocabulaires devenus inadéquats (ex: ménagères, etc.);
- Une prise en compte des nouvelles initiatives interrégionales syndicales (par exemples l'ISCO CNE, TRANSCOM et l'ISCO CSC Robert D'Hondt);
- Une nouvelle structuration des statuts dissociant ce qui est de l'ordre du statut de ce qui est de l'ordre d'un règlement d'ordre intérieur.

Ces modifications ont fait l'objet de discussions et de propositions, en y as-

sociant les opérateurs de l'ISCO: les Fédérations MOC, la CNE, TRANSCOM, la FEC et plus largement l'ensemble des organisations constitutives du Mouvement. La proposition de nouveaux statuts a été examinée lors du dernier Conseil Général de l'ISCO avec l'ensemble des acteurs du dispositif - représentants des étudiants, des formateurs et des opérateurs - au cours d'un débat intéressant.

Les nouveaux statuts ainsi que le règlement d'ordre intérieur sont maintenant disponibles sur demande au secrétariat ISCO et seront bientôt en ligne sur l'intranet du CIEP. ■



### DATE À ÉPINGLER:

PROCHAIN CONSEIL GÉNÉRAL  
DE L'ISCO (CGI),  
LE 5 FÉVRIER 2014  
À NAMUR.

PLUS D'INFORMATION AUPRÈS DU  
SECRÉTARIAT DU CIEP:  
02/246.38.43 OU  
LYSIANE.METTENS@CIEP.BE

## RECYCLAGE 2014 POUR LES FORMATEURS ISCO-BAGIC-CIEP- ALPHA-AID

### La motivation en formation

LE VENDREDI 10 OCTOBRE 2014  
DE 9H00 À 16H30  
MAISON DU TRAVAIL  
PLACE L'OLON 17 - 5000 NAMUR  
SALLE 9

#### Au menu:

- 9H00: Accueil café/thé
- 9H15: **Le sentiment de maîtriser sa vie, «l'individu sujet de lui-même»**, par le Professeur Emérite de l'UCL Guy Bajoit.
- 10H15: **«La motivation en formation pour adultes: les clefs pour la comprendre, l'activer et la maintenir»** par un chercheur de la FOPA.
- 10H45: **Ateliers thématiques sur 3 déterminants de la motivation:**
  - le sentiment d'efficacité personnelle ou comment soutenir les étudiants.
  - le sentiment d'efficacité collective ou comment stimuler le groupe et les sous-groupes.
  - le sentiment d'efficacité politique ou en quoi notre formation renforce les capacités des étudiants à provoquer des changements socio-politiques et culturels.
- 13H30: Repas
- 14h30-16h30: Atelier d'échanges et de réflexion par discipline de cours (pour les publics ISCO et BAGIC)

#### INFOS ET INSCRIPTIONS:

LYSIANE.METTENS@CIEP.BE OU  
FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE  
TEL: 02/246.38.43

## Ouverture d'un groupe ISCO à Charleroi

**Animateur en action collective**  
politique, culturelle et sociale

**Nouvelle session**  
en octobre 2014 à Charleroi

enrichissement mutuel FORMATION ISCO  
Comprendre Culture Action collective diplôme  
Méthode participative sous-groupe culture

**FORMATION ISCO**

Sous-groupe Action collective Formateurs expérimentés culture  
Action collective Enrichissement mutuel diplôme Culture

- Donne droit au Congé Éducation Payé
- Pas d'exigence de diplôme au départ
- Permet l'obtention en promotion sociale d'un BES d'animateur en action collective (niveau 5)

**INFO:** 02 246 38 41 / 43 / 46 - 071 31 22 56  
stephanie.baudot@ciep.be ou  
fabrice.eklas@mimoc.ccbbe

**Séances d'Info:** les 2 septembre,  
16 septembre et 2 octobre 2014  
**Lieu:** au MOC - CIEP de Charleroi  
Boulevard Tirou, 167 à 1811

En savoir plus @ <http://ciep.be/isco-le-projet.html>

Nous avons le plaisir de vous annoncer l'ouverture d'un groupe ISCO à Charleroi! Conçu très tôt en partenariat avec le monde universitaire (avec le soutien des Facultés Universitaires Notre Dame de la Paix de Namur d'une part et avec la Fondation Travail-Université à partir de 1967 d'autre part), l'Institut supérieur de culture ouvrière (ISCO) a toujours visé à créer un lieu de rencontre entre le monde du travail et le monde des intellectuels. Non pas sur le mode paternaliste ou hiérarchique, mais bien sur un mode égalitaire: l'apprentissage se devait d'être mutuel et enrichissant pour tous les partenaires! ■





# Analyse du déficit d'encadrement des enfants «Dys» dans le secondaire?

PAR MARTINE BODART,  
ISCO CHARLEROI

**C**lassé au rang des handicaps légers, les troubles «Dys»<sup>1</sup> sont caractérisés, entre autres, par leur invisibilité. Pourtant, ils figurent sans doute parmi les troubles d'apprentissage les plus invalidants dans un parcours scolaire. Les élèves qui en souffrent sont mal compris, pointés du doigt et stigmatisés comme paresseux, trop rêveurs ou turbulents. Malgré des évolutions positives dans la prise en compte du trouble par le corps professoral, celui-ci reste globalement mal informé et peu sensibilisé à cette problématique, surtout dans l'enseignement secondaire.

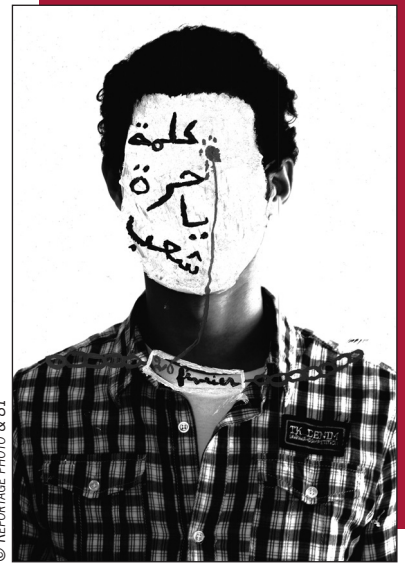


© REPORTAGE PHOTO & 81

Dans les débats politiques sur les inégalités et la réussite scolaire, on entend régulièrement parler de continuum pédagogique. Or, force est de constater que l'organisation actuelle de la fin du primaire et du début du secondaire comporte une série d'obstacles majeurs à la mise en œuvre d'une réelle continuité entre ces deux niveaux d'enseignement. Dans ce travail, nous posons l'hypothèse que cette discontinuité constitue un préjudice important dans le parcours formatif des enfants «Dys». Dit autrement, un accompagnement adapté et cohérent, lors de la transition entre primaire et secondaire, aurait des répercussions positives pour eux mais aussi, plus largement, pour la collectivité.

Pour tester cette hypothèse, nous avons examiné les besoins des enfants «Dys» dans l'enseignement secondaire et les avons confrontés à l'encadrement pédagogique existant. Nous avons ainsi pu mettre en évidence l'inadaptation du système pédagogique, notamment en matière d'évaluation et d'orientation scolaire. Par ailleurs, les «Dys» que nous avons interrogés nous ont confirmé l'impact de la détection des difficultés d'apprentissage, de la mise en œuvre d'un soutien adapté et des stratégies d'accompagnement novatrices que sont les pratiques de différenciation dans la réussite de leur parcours de formation.

Ensuite, nous avons exploré plusieurs pistes d'actions favorisant une meilleure intégration des élèves «Dys» dans



© REPORTAGE PHOTO & 81

l'enseignement secondaire. Ces pistes, structurées à l'aide de la grille d'Ardoino<sup>2</sup>, impliquent tous les acteurs concernés par la problématique à différents niveaux (du plus global au particulier). Elles montrent, entre autres, que l'optimisation de l'encadrement actuel des jeunes «Dys», notamment par le biais des aménagements raisonnables, peut se faire à moindre coût voire sans frais pour autant que les directions d'établissements et les enseignants soient motivés c'est-à-dire sensibilisés, informés et formés.

A un niveau plus global, nous avons souligné l'importance de continuer le combat pour une école secondaire de la confiance plutôt que de la défiance, de l'inclusion plutôt que de la sélection. C'est la société qui doit s'adapter à l'invisible différence. Ce changement de paradigme demande une modification profonde des mentalités et des manières d'enseigner. ■

1. Les troubles «Dys» désignent des troubles cognitifs spécifiques et les troubles d'apprentissage qui y sont liés. Il existe différentes catégories de troubles: ceux qui sont liés à l'acquisition du langage écrit (dyslexie et dysorthographe), au développement du langage oral (dysphasie), au développement moteur et/ou des fonctions visio-spatiales (la dyspraxie), au développement des processus attentionnels et/ou des fonctions exécutives (troubles d'attention avec ou sans hyperactivité) et à l'acquisition des activités numériques (dyscalculie).
2. Grille d'analyse qui contextualise l'action et permet d'analyser une situation à différents niveaux (personnel, interpersonnel, groupal, organisationnel, institutionnel et idéologique).

# Pour une approche collective de la rénovation dans des quartiers populaires

PAR ISABEL GONZALEZ  
(ANIMATRICE CIEP HAINAUT-CENTRE)

**H**abiter dans un logement «pas-soire» ou énergivore génère des factures de chauffage importantes et fragilise les ménages d'un point de vue économique (diminution de leur revenu disponible et précarité énergétique) mais aussi social (difficultés de paiement des factures, isolement des familles, problèmes de santé, etc.). Cela a en outre des répercussions sur le changement climatique engendré par les émissions de gaz à effet de serre. Soucieux d'agir sur ce problème en prenant en compte ses différentes dimensions, à la fois sociales, économiques et énergétiques, et de permettre également une prise de conscience plus importante des en-

jeux environnementaux, le CIEP Hainaut-Centre (CIEP HC) mène, depuis début 2013, une expérience innovante de rénovation collective dans des quartiers populaires de la région de Mons<sup>1</sup>.

Ce projet, «Rénovons ensemble», a vu le jour grâce à un financement obtenu par le CIEP HC dans le cadre de l'Alliance Emploi-environnement<sup>2</sup>. Les projets devaient être mis en place dans des communes porteuses de caractéristiques socio-économiques et urbanistiques particulières<sup>3</sup>. Une fois ces communes identifiées, des quartiers populaires ont été sélectionnés<sup>4</sup>.

## DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF

Pour bon nombre d'entre nous, la question de la rénovation se pose à un moment donné de notre vie. Dans les dispositifs publics wallons de soutien et d'accompagnement aux travaux économiseurs d'énergie, l'approche est essentiellement individuelle et repose principalement sur un système de primes. Or, dans les quartiers populaires, les publics fragilisés ont difficilement accès aux informations sur les aides et dispositifs existants: ils n'arrivent pas jusqu'aux différents services mis en place pour les informer à ce sujet. Ils se retrouvent ainsi isolés et dépourvus de ces ressources financières et d'informations qui les aideraient dans leur accès à la rénovation énergétique. On voit ici la limite d'une logique de primes à la rénovation dont la sollicitation repose sur l'unique «volonté» des individus: certains, et particulièrement les ménages fragilisés, doivent être mobilisés autrement, à travers des projets qui apportent des réponses collectives à la rénovation de leur quartier.

L'organisation de dynamiques collectives permet, outre l'accès à l'information, de créer du lien social, de développer un soutien mutuel entre les participants ou tout simplement que des personnes fragilisées ne se retrouvent pas seules face à des situations parfois compliquées. Elle peut aussi contribuer à diminuer le coût des travaux par l'achat collectif de matériaux ou l'organisation d'actions plus solidaires comme les chantiers participatifs.

## TRAVAILLER ENSEMBLE POUR RÉUSSIR ENSEMBLE

Le véritable enjeu a été de parvenir à associer des acteurs de terrain, le tissu institutionnel et associatif local et des acteurs maîtrisant les solutions techniques aux problèmes des bâtiments<sup>5</sup>. Grâce à son réseau, le CIEP HC a pu s'appuyer sur ses relais citoyens, institutionnels et associatifs de terrain. Progressivement, des liens et des synergies ont été construits avec les différents experts en matière de rénovation.

Plusieurs actions collectives ont été organisées afin de lever une série de freins sur des questions techniques en matière de rénovation<sup>6</sup>. Ainsi, pour répondre aux besoins des participants d'une expertise pour identifier des travaux prioritaires, des audits énergétiques simplifiés ont été organisés. Des visites thermographiques<sup>7</sup>, dont le débriefing a eu lieu lors d'une «Journée de la thermographie», ont également été réalisées. D'autres modules ont également été proposés, tels qu'une «Soirée sur les questions techniques liées à la rénovation», «Comment choisir un bon professionnel?»,





«Les primes d'énergie» et des animations «habitat-santé».

### DES RÉSULTATS POSITIFS

Pour le CIEP HC, ce projet a permis d'avoir une vision plus globale sur les acteurs locaux qui se préoccupent de l'accès à la rénovation énergétique pour tous, et d'acquérir une expertise dans la matière. «Rénovons ensemble» a permis une mobilisation de différents acteurs publics, des associations, mais aussi d'experts du secteur marchand travaillant sur les matières énergétiques. Ce travail collectif a été essentiel pour accompagner, former et mobiliser les habitants du quartier.

Pour le public, la démarche d'éducation permanente, inhérente au projet, a développé une certaine intelligence collective. Les participants ont ainsi pu partager leurs expériences, réalités et savoirs, ensemble et avec les professionnels du secteur. La présence d'«experts-conseils», issus pour certains du secteur marchand, a permis aux ménages précarisés d'être plus apaisés. Le rôle de l'animatrice a été celui d'un intermédiaire, centré sur l'écoute des besoins des participants afin d'établir des relations de confiance et de créer une dynamique collective. La démarche a ainsi permis d'être informé et orienté, d'acquérir un savoir collectif et des outils de compréhension et d'analyse et enfin de construire une vision nouvelle des réalités environnementales et sociales du quartier. Cela a entraîné pour les participants une nouvelle relation avec leur environnement. Par ailleurs, ils ont été sensibilisés aux enjeux d'une utilisation rationnelle de l'énergie. Le projet a également favorisé la cohésion sociale entre les participants. Il a permis de nombreuses rencontres, qui auraient sans doute été impossibles sans le dispositif mis en place. Cet élément est d'autant plus marquant au regard de l'isolement important de certains membres du groupe.

### LES SOUTIENS PUBLICS: POUR LES MÉNAGES PRÉCARISÉS?

Cependant, malgré tous les efforts réalisés afin de mobiliser le public<sup>8</sup>, très peu de personnes sont parvenues à réaliser des travaux de rénovation et à mobiliser les outils publics censés les soutenir. Nous développons ci-dessous les freins et difficultés que nous avons identifiés.

Les publics rencontrés, conscients du mauvais état de leur logement, se sont montrés intéressés par la rénovation énergétique. Cependant, un constat douloureux est que la plupart des participants vivaient dans des habitations exigües et ne respectant pas les normes de sécurité et de salubrité. La priorité - ou plutôt l'urgence - pour eux portait ainsi sur la salubrité (résoudre les problèmes d'humidité, mettre l'électricité aux normes, etc.). Or, avec l'écopack<sup>9</sup>, les travaux financés concernent principalement les travaux de performance énergétique.

La suite du travail a consisté à se tourner vers des dynamiques spécifiques permettant de rendre salubres les habitations du quartier. Tout d'abord, ces personnes ayant souvent une méconnaissance des principes importants pour vivre dans un habitat salubre, un minimum de comportements préventifs pour éviter l'apparition des problèmes d'humidité a été transmis. Mais au-delà de cette action sur les comportements, ces logements légèrement voire fortement insalubres avaient un besoin de travaux de grande envergure et très coûteux pour lesquels des prêts à taux réduit n'existent pas<sup>10</sup>. Et la prime à la réhabilitation, vu qu'elle n'est remboursée qu'à la fin des travaux, ne permet pas de soutenir véritablement les ménages précaires concernés.

Par ailleurs, certains ménages précarisés, s'ils pouvaient réaliser un petit travail de performance énergétique, par exemple en mobilisant une prime MEBAR<sup>11</sup>, verraient leur confort de vie et la performance énergétique de leur logement augmenter. Seulement, certains participants disposent d'un revenu légèrement supérieur au plafond donnant accès à la prime et ils ne peuvent dès lors pas y avoir accès: est-ce que les primes qui soutiennent spécifiquement les ménages à bas revenus tiennent compte de la vraie réalité de ces ménages?

Une autre difficulté, outre l'accès défaillant à l'information pour notre public cible, réside dans la complexité et la technicité des aides publiques aux investissements économiseurs d'énergie: il y a beaucoup de possibilités<sup>12</sup> et d'acteurs différents<sup>13</sup>, ce qui rend le système peu lisible. La majorité du public rencontré ne s'y retrouve plus!

### QUELQUES PISTES À CREUSER...

La sixième réforme de l'Etat prévoit la régionalisation du FRCE<sup>14</sup>, et la récente Déclaration de politique régionale wallonne entend fusionner ce dispositif avec l'écopack. Selon nous, cette fusion peut être une bonne chose pourvu qu'elle intègre certaines spécificités du FRCE (quota de prêts «sociaux» destiné à un public précarisé) ainsi que la prise en compte prioritaire ou tout au moins conjointe, pour ce public cible, des questions de salubrité du logement à côté de celles liées à la rénovation énergétique. Ce nouveau dispositif «fusionné» pourrait également faire la différence entre propriétaires, propriétaires bailleurs de ménages précaires et locataires, afin de mettre en place une politique adaptée en faveur des deux dernières catégories, actuellement largement exclues des mesures de soutien public à la rénovation énergétique.

A l'avenir, un soutien de ce type de projet semble nécessaire pour aller plus loin dans la démarche d'éducation permanente, dans le rassemblement des acteurs ainsi que pour assurer la cohésion sociale et pour identifier et rencontrer les réalités et difficultés de terrain dans les quartiers les plus dépourvus. La récente Déclaration de politique régionale wallonne compte assurer la cohésion sociale, en développant des initiatives, en encourageant la mise en réseau et le partenariat. Pourvu que ces projets innovateurs en Wallonie soient toujours soutenus afin qu'ils puissent continuer à se développer. ■

#### A VOS AGENDAS - LE 14 NOVEMBRE À

**Mons:** UNE JOURNÉE SUR LES EXPÉRIENCES ET PERSPECTIVES AUTOUR DES DYNAMIQUES COLLECTIVES DE RÉNOVATION, SERA ORGANISÉE. LE PROGRAMME ET LES MODALITÉS D'INSCRIPTIONS SERONT DISPONIBLES SUR LE SITE INTERNET DU MOC HAINAUT CENTRE À PARTIR DU MOIS D'OCTOBRE:  
[WWW.MOC-HAINAUTCENTRE.BE](http://WWW.MOC-HAINAUTCENTRE.BE)

**PLUS D'INFORMATIONS**  
AU 065/35.39.63.

1. Une seconde expérience de rénovation collective par quartier a été menée par le CIEP Charleroi-Thuin: «Rénov'action». Nous n'y revenons pas dans cette analyse mais elle pourra faire l'objet d'un article ultérieur complémentaire à celui-ci.





2. Programme mis en place par le précédent gouvernement wallon, axé sur la construction et la rénovation durable et qui prévoyait notamment de soutenir des projets pilotes développant une approche collective de la rénovation énergétique.
3. Taux de chômage important, ménages à revenus faibles à moyens et urbanisme caractérisé principalement par des bâtiments modestes.
4. Hautrage-Etat sur la commune de Saint-Ghislain, Elouges sur le territoire de Dour ou Jemappes sur le grand Mons.
5. Au niveau du CIEP Hainaut-Centre, les collaborateurs de «Rénovons ensemble» étaient les Equipes Populaires, des comités de secteur de la CSC, des foyers paroissiaux, le Plan de cohésion sociale, Homeco (cabinet d'architectes), la filière de formation en bâtiment de l'AID-EFT Hainaut-Centre (une entreprise de formation par le travail qui organise des modules en éco-construction), le guichet de l'énergie de Mons et la cellule écopack Ouest.
6. Choix du ou des travaux prioritaires et sélection des techniques et des matériaux d'isolation.
7. Technique permettant d'obtenir une image thermique d'un espace par analyse des infrarouges. L'image obtenue est appelée «thermogramme» (Source: <http://fr.wikipedia.org/wiki/Thermographie>).
8. Actuellement ce projet a déjà mobilisé 200 personnes dans la région de Mons et notamment du Borinage.
9. Mesure phare de l'Alliance emploi-environnement, l'écopack est un produit financier (crédit à 0%) destiné aux ménages wallons désireux d'améliorer la performance énergétique de leur habitation. Les primes peuvent être immédiatement déduites des mensualités du bénéficiaire.
10. La Société Wallonne de Crédit Social octroie des prêts à cette finalité dans les conditions suivantes: si les demandeurs locataires ont déjà fait un crédit à la SWCS pour l'achat du logement ou si les demandeurs sont des propriétaires ayant une capacité financière suffisante pour pouvoir rembourser le crédit. En outre, le crédit devrait être supérieur à 10.000 € pour éviter que les frais de notaire soient plus élevés que le montant demandé.
11. Prime soutenant les ménages à petits revenus pour leur permettre de réaliser de petits travaux économiseurs d'énergie.
12. Citons entre autres: les primes d'énergie, les primes à la réhabilitation (REHA et REHA+), les prêts à taux réduit, l'écopack, les primes ME-BAR, etc. De plus, certains aides sont régionales, d'autres communales, ce qui ajoute encore à la complexité du système.
13. L'écopasseur (régional), les conseillers des guichets énergie (régional), des conseillers et tuteurs énergie (au niveau des CPAS ou des communes). Parfois, les noms de ces personnes sont identiques alors que leurs fonctions sont différentes.
14. Le Fonds de réduction du cout global de l'énergie (FRCE). Il octroie des emprunts bon marché aux personnes privées, en vue de financer des mesures structurelles d'économie d'énergie. Il passe, pour ce faire, par des entités locales désignées par les villes et les communes en concertation avec leur CPAS. Les personnes qui sont socialement les plus vulnérables constituent pour le Fonds un groupe cible particulier des personnes privées.

# CIEP Verviers: susciter l'intérêt autour des enjeux électoraux

PAR DANIELLE WERION,  
PERMANENTE CIEP VERVIERS

**A** la veille des élections européennes, fédérales et régionales du 25 mai dernier, le CIEP-MOC a mené campagne: «*Changeons de cap, osons un monde solidaire!*». Dans ce cadre, le CIEP Verviers a accueilli<sup>1</sup> et organisé des animations autour d'une exposition du CARHOP retraçant l'histoire du droit de vote en Belgique.

Le choix de travailler sur base de cette exposition a été réalisé suite à un constat: les publics fragilisés avec lesquels nous travaillons se sentent souvent éloignés du «politique»; ils ont le sentiment que leur voix ne compte pas et sont tentés de se détourner du vote, et cela d'autant plus avec la crise économique et sociale actuelle. Ce faisant, ils se coupent d'un des leviers fondamentaux de notre démocratie permettant aux citoyens de faire entendre leur voix. Il nous a dès lors semblé indispensable qu'une ASBL d'éducation permanente comme la nôtre puisse informer les citoyens sur les enjeux du vote et, si possible, les «raccrocher» à la politique.

Concrètement, onze associations verviétoises ont répondu présentes et ce sont ainsi une vingtaine de groupes qui ont visité l'exposition, soit un total de plus de 260 participants. L'équipe a proposé à l'ensemble des groupes une visite guidée suivie d'un débat sur les enjeux du triple scrutin.

Plusieurs des participants ayant souhaité poursuivre la réflexion, des animations sur les partis politiques (couleur, sigle, programme, positionnement sur l'axe gauche-droite, etc.) ainsi que sur l'importance du vote ont été

organisées dans plusieurs ASBL de la ville. Cette activité a également favorisé la création de nouveaux partenariats avec les associations locales.

## UNE SENSIBILISATION À PLUSIEURS NIVEAUX

La visite guidée de l'exposition du CARHOP a permis de conscientiser les personnes issues du milieu populaire sur l'enjeu fondamental qu'a constitué historiquement le suffrage universel et sur les nombreuses luttes sociales qui ont été nécessaires pour l'obtenir.

Les débats ou les animations complémentaires ont également offert l'opportunité de sensibiliser les participants à l'importance du vote aujourd'hui, au vu des différents enjeux qui se posent: par exemple, au niveau régional, les choix en matière de logement et d'emploi ou, au niveau européen, la révision des mesures et plans d'austérité préconisés par la Commission européenne, le FMI et la Banque centrale européenne. Nous avons ainsi pu mettre en avant le fait que nous vivons dans un système démocratique au sein duquel nos représentants peuvent encore apporter des alternatives à ces plans d'austérité!

En outre, vivant dans un pays caractérisé par une importante complexité institutionnelle, il n'est pas toujours évident pour les citoyens-électeurs de s'y retrouver. Nous les avons dès lors informés sur le fonctionnement des différents niveaux de pouvoir auxquels ils allaient être appelés à voter.

Enfin, afin de leur permettre de mieux appréhender l'acte électoral, nous avons mis en place une simulation de vote. Et il est apparu que celle-ci avait été bien utile pour certains d'entre eux, comme en témoigne Caroline Delsol, formatrice FLE<sup>2</sup> à l'ASBL GRAPPA: «*plusieurs participants se sont rendu compte qu'ils ne votaient pas correctement et que leur vote était donc nul*».



## UN PARI RÉUSSI

Tout d'abord, à un niveau purement quantitatif, au vu de la fréquence des visites, nous pouvons estimer que l'exposition a été un succès!

Ensuite, à un niveau plus qualitatif, de nombreux participants ont mieux compris l'environnement politique et le fonctionnement du vote. Dans notre contexte institutionnel et socio-économique complexe, les animations proposées ont permis de susciter l'intérêt, la curiosité et la réflexion. C'est en tout cas ce qui est ressorti des échanges entre les formatrices FLE et les apprenants de l'ASBL GRAPPA. «*La visite de l'exposition a vraiment motivé les apprenants concernés par ces élections à aller voter. Elle a permis aux personnes étrangères d'être mieux informées sur le système belge. Elle a aussi été l'occasion, avec d'autres expositions proposées à Verviers, d'approfondir les questions de la démocratie et de la citoyenneté*», déclare Caroline Delsol. Christel Nyssen, médiatrice sociale à la Régie des Quartiers d'Ensival, souligne que «*les stagiaires ne voulaient pas aller voter car «c'est toujours les mêmes et la même chose». Je ne suis pas certaine que ça leur a tous fait changer d'avis le jour J mais ils ont pu réagir et y réfléchir. L'animation leur a apporté une meilleure connaissance des différents partis politiques et des programmes*». Selon Alexia Henrard, formatrice à l'EFT<sup>3</sup> active dans le secteur de la restauration «Croc'Espace», les deux animations ont été jugées intéressantes et enrichissantes par les stagiaires. Elles ont également permis de les conforter dans leurs choix électoraux.

Etant donné la réussite de ce projet d'éducation permanente et la richesse des partenariats qu'il a suscités, le CIEP Verviers ne compte pas en rester là! D'autres campagnes d'animations seront proposées ces prochains mois. Des campagnes qui traitent de différentes thématiques mais qui ont toujours le même objectif: permettre à nos publics de mieux comprendre le monde qui les entoure et les enjeux politiques, économiques et sociaux qui les concernent directement. A suivre donc! ■

# Formations au CIEP Luxembourg

## LES ATELIERS DE BASE

Revoir ses maths, son français, c'est possible **gratuitement** dans les ateliers du CIEP organisés **pour les adultes** en soirée. Gratuïts et ouverts à tous durant toute l'année, ces ateliers proposent des parcours individualisés basés sur une série de révisions et d'exercices. On peut les rejoindre à tout moment dans l'année. Chacun travaille librement, à son rythme, selon l'horaire qui lui convient et avec l'aide d'un formateur. Lors de chaque séance, un débat sur un thème d'actualité est proposé. Une démarche collective se développe par le partage des points de vue et des préoccupations, par le croisement des savoirs et des expériences, par le questionnement social.

### OÙ ET QUAND?

- A ARLON, LE MERCREDI ENTRE 17H ET 20H (P.JUNGERS@MOCLUXEMBOURG.BE OU 063/21.87.33)
- A BASTOGNE, LE MERCREDI ENTRE 18H ET 20H30 (I.PAQUAY@MOCLUXEMBOURG.BE OU 063/21.87.28)
- A MARCHE, LE LUNDI ENTRE 17H30 ET 20H30 (MC.DEWEZ@MOCLUXEMBOURG.BE OU 063/21.87.28)

## SOCRATE

La formation «Socrate» se déroulera chaque jeudi soir à Arlon, d'octobre 2014 à juin 2015, de 18h30 à 21h00, hors congés scolaires. Cette formation participative est accessible à tous, sans pré-requis particulier. Elle donne des éclairages de type économique, sociologique, politique, juridique, historique, philosophique... pour mieux comprendre notre monde de plus en plus complexe. Une formation éclairée par les faits, par l'actualité. Une attestation est remise en fin de cycle. Nous demandons une participation régulière pour assurer la dynamique du groupe.

**INSCRIPTIONS:** MARIE-EVE BAUDRENHIEU - 063/21.87.33 OU ME.BAUDRENHIEU@MOCLUXEMBOURG.BE

## SOCRATE EN ÉCHO: À MARCHE

### «DE LA SOCIÉTÉ DE L'EMPLOI À LA CITÉ DU TRAVAIL VIVANT»

Dans la continuité de tout ce qui a été réalisé depuis quelques années, un cycle de réflexion-formation sur le «travail» sera proposé au cours de l'année 2014-2015.

Ce cycle fait écho au Repair café, qui est une petite expérience de mise en commun des savoir-faire, pour perpétuer les outils et lutter contre l'obsolescence programmée, chère à une société de consommation.

Le parcours proposé alternera des temps d'apports de contenus à partir de personnes ressources, de reportages, de textes... et des temps de rencontres et de partages d'expériences concrètes. Il s'inspire de l'expérience du parcours réalisé à Libramont au cours de l'année 2013-2014. Cinq grands sujets seront mis en débat: l'homme et le travail; le travail et l'emploi; se réapproprier le travail, retrouver de l'autonomie; le revenu de citoyenneté; une autre organisation de la société dans l'esprit du travail vivant.

Ce cycle est ouvert au tout public. L'objectif est de constituer un groupe d'une vingtaine de personnes intéressées par l'ensemble de la démarche. Il se déroulera à raison de 2 jeudis soirs par mois d'octobre 2014 à avril 2015. Les échanges et débats compléteront et enrichiront la production écrite collective réalisée en finale du parcours.

**INFOS:** VÉRONIQUE QUINET (063/21.87.33 OU V.QUINET@MOCLUXEMBOURG.BE)

## SOCRATE EN ÉCHO: À LIBRAMONT

### «UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE... IL SE CRÉE DANS CELUI-CI»

Nouveau parcours de formation-réflexion sur les alternatives de société. L'idée est de mener une réflexion avec un groupe d'une vingtaine de personnes sur certains enjeux de société: éclairer le contexte actuel et ouvrir des perspectives autres.

Trois domaines seront explorés:

- la production, la consommation, les échanges;
- le travail;
- la démocratie.

La démarche sera participative et associera des apports de contenus avec des personnes compétentes et des rencontres témoignages avec des personnes ayant fait des choix de vie alternatifs.

Le rythme des rencontres: 2 mercredis soirs par mois d'octobre 2014 à avril 2015. Une synthèse, une évaluation et d'éventuelles perspectives seront envisagées collectivement en fin de cycle.

**INFOS:** THÉRÈSE WILLOT (063/21.87.38 OU T.WILLOT@MOCLUXEMBOURG.BE)

1. L'exposition a pris place dans les locaux du CISP «Le CID».  
2. Français langue étrangère.  
3. Entreprise de formation par le travail.

## LES ÉMIGRANTS BELGES D'HIER, UN MIROIR POUR AUJOURD'HUI...

### UNE EXPOSITION DU CIRE À DÉCOUVRIR

**B**on nombre d'idées toutes faites et de préjugés circulent actuellement à propos des immigrés et des réfugiés en Belgique. Or les Belges aussi, un jour, ont fui. Cette exposition, sa brochure et son cahier pédagogique montrent combien la réalité des émigrants belges d'hier fait écho à celle des immigrés d'aujourd'hui...

A travers l'Histoire, un grand nombre de Belges sont partis à destination de la Russie, des États-Unis, du Canada, de l'Amérique latine, de l'Afrique ou de pays plus proches comme la France, les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne. Certains fuyaient la guerre, d'autres les persécutions politiques et religieuses, d'autres encore la misère...

Qui étaient ces émigrants belges? Pourquoi ont-ils tout quitté? Et comment ont-ils été accueillis et considérés dans les pays où ils se sont installés? C'est à ces questions que répond l'exposition «Les émigrants belges d'hier: un miroir pour aujourd'hui». Pour informer le visiteur tout en l'invitant à réfléchir, elle fait appel à des archives surprenantes et à des préjugés intemporels: *Ce sont des profiteurs! Ils ne s'habillent pas comme nous! Ils restent entre eux...*

Réalisée par le CIRE en collaboration avec le MRAX, l'exposition se base sur l'ouvrage «Les émigrants belges», sous la direction d'Anne Morelli (éd. Couleur Livres, Bruxelles, 1998). Ses 13 panneaux (80 x 52 cm) peuvent être empruntés au CIRE au prix de 75,00 € par période de 15 jours. ■

#### PLUS D'INFOS:

VALENTINE DE MUYLDER - CIRE  
02/629.77.10 - CIRE@CIRE.BE

CONDITIONS DE LOCATION, BROCHURE DE PRÉSENTATION ET CAHIER PÉDAGOGIQUE DISPONIBLES SUR: [WWW.CIRE.BE/INDEX.PHP?OPTION=COM\\_CONTENT&VIEW=ARTICLE&ID=1086:EXPO-LE](http://WWW.CIRE.BE/INDEX.PHP?OPTION=COM_CONTENT&VIEW=ARTICLE&ID=1086:EXPO-LE)

## MANUEL DU RESPONSABLE D'ORGANISATION SOCIALE ET ÉDUCATIVE

### CLÉS POUR UNE GESTION PARTICIPATIVE

**Q**uel professionnel de terrain devenu responsable n'a pas ressenti un jour un sentiment d'isolement et d'incompétence devant l'accompagnement difficile d'ex-collègues ou devant la difficulté à mobiliser un groupe?



Etre responsable d'institution est un métier à part entière. Il faut pouvoir notamment gérer des équipes, organiser, décider, évaluer mais aussi soutenir des projets individuels et collectifs, situer l'organisation avec ses missions dans la société, comprendre les logiques qui animent les acteurs..., autant de tâches qui relèvent de la gestion des ressources humaines, du management et qui demandent compétences et savoir-faire.

C'est pour aider le responsable dans ces tâches que ce livre a été écrit. Il est construit en modules simples et progressifs, couvrant les différentes facettes du métier. Chaque chapitre est suivi d'un petit questionnaire qui vise à permettre au lecteur de s'approprier le contenu du chapitre et à s'interroger sur l'usage qu'il peut en faire sur le terrain de son action. Il est également suivi d'une bibliographie qui permet d'approfondir sa compréhension de la thématique présentée. En somme un guide clair et opérationnel.

Les auteurs, Michèle Garant et Francis Tilman, sont tous deux issus du monde de l'enseignement et membres actifs et chercheurs à l'asbl d'éducation permanente Le GRAIN depuis le début de son existence de l'association. ■

#### PLUS D'INFOS:

POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATIONS SUR L'ASBL LE GRAIN OU SE PROCURER LE LIVRE (11,00 €): [WWW.LEGRAINASBL.ORG](http://WWW.LEGRAINASBL.ORG)

# Dates à épingler

## LA 6<sup>E</sup> RÉFORME DE L'ÉTAT, LES ENJEUX CONCRETS POUR LE CITOYEN

Une conférence de Marcel Cheron, député fédéral, organisée par Les Équipes populaires du Brabant-wallon

**DATE:** LE 9 OCTOBRE À 20H

**LIEU:** HÔTEL DE VILLE (SALLE DES MARIAGES) - PLACE ALBERT 1<sup>ER</sup> À 1400 NIVELLES

**INFOS ET INSCRIPTIONS:**

LES ÉQUIPES POPULAIRES DU BRABANT-WALLON AU 0487/28.24.43

## LES DROITS SOCIAUX ONT-ILS UN AVENIR? JOURNÉE DE RÉFLEXION DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Cette journée va tenter de faire le point sur l'évolution du modèle social en Belgique et en Europe et d'en envisager l'avenir à l'heure du traité budgétaire et d'une tendance lourde à conditionnaliser, voire à remettre en question, l'accès à certains droits fondamentaux (sécurité sociale, chômage, logement, soins de santé...). A travers des interventions d'experts, des ateliers thématiques et des débats avec le public, la journée abordera les enjeux et les alternatives du nouveau modèle dominant, et notamment des réflexions sur la gouvernance, l'allocation universelle ou la question, de plus en plus centrale, des inégalités.

**DATE:** LE VENDREDI 10 OCTOBRE DE 9 À 17H30

**LIEU:** CENTRE CULTUREL JACQUES FRANCK - CHAUSSÉE DE WATERLOO, 94 À 1060 SAINT-GILLES

**INFOS:** [WWW.LIGUEDH.BE](http://WWW.LIGUEDH.BE)

**INSCRIPTIONS OBLIGATOIRES:**

AU 0478/31.27.46 OU 02/209.62.80

**PRIX:** PLEIN: 40,00 € - CHÔMEURS, SENIORS, ÉTUDIANTS: 15,00 € - MEMBRE DE LA LIGUE: GRATUIT.

## ENSEMBLE AVEC LE RWLP CONTRE LA PAUVRETÉ

A l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la pauvreté, un grand rassemblement est organisé à Namur le 17 octobre 2014 par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) et le front commun syndical. La journée a pour thème central «le travail, l'emploi et les revenus au cœur de la vie de tous les ménages» et s'articule autour de 4 rendez-vous:

- Le matin, «17 actions dans 17 lieux» avec films, documentaires, pièces de théâtre, débats...



- De 12h30 à 15h30, dans la rue, des prises de paroles de militants et témoins et un cortège ponctué d'animations...
- De 16h30 à 18h, Festival de la soupe solidaire et «pause-papote» avec les passants.
- À partir de 19h15, grande Parade des lanternes solidaires

Pour favoriser une large mobilisation, des facilités de transport et des animations-sensibilisations peuvent être proposées en amont du 17 octobre. N'hésitez pas à contacter le permanent TSE de votre région pour en savoir plus!

**DATE:** LE 17 NOVEMBRE 2014

**LIEU:** NAMUR

**CONTACT GÉNÉRAL À LA CSC POUR L'ACTION:**  
PEDRO.RODRIGUEZ@ACV-CSC.BE  
OU 0477/28.47.18

### LA COOPÉRATION EN MOUVEMENT: FAIRE CULTURE AVEC ET POUR LES BRABANÇONS!

En avril 2013, les Assises du développement culturel territorial du Brabant wallon ont mis en évidence la nécessité d'activer de **nouvelles logiques de coopération entre acteurs culturels**.

Aujourd'hui, les réseaux des bibliothèques publiques, des maisons de jeunes, des organismes d'éducation permanente et des centres culturels vous convient à une journée entièrement consacrée à cette dynamique particulière qu'est la coopération. **Que recouvre le concept? Quels en sont les enjeux? Quel sens cela a-t-il? Comment la réaliser concrètement? Comment s'ouvrir à des acteurs de secteurs différents?**

**DATE:** LE 21 OCTOBRE DE 9 À 17H

**LIEU:** CENTRE DE PLEIN AIR

MADELEINE CLÉMENT - AVENUE DE DOICEAU, 79  
À 1300 WAVRE

LA PARTICIPATION AU COLLOQUE EST GRATUITE MAIS L'INSCRIPTION EST INDISPENSABLE PAR MAIL:  
RESERVATION@CCBW.BE

**CONTACT:** MYRIAM MASSON - 010/62.10.45  
**LUNCH:** 5,00 € (À PAYER SUR PLACE)

### L'ÉCOLE BIENTÔT HORS-JEU?

#### Colloque du GIRSEF

Le Groupe interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation, l'Éducation et la Formation (GIRSEF) organise un colloque sur l'école. Souvent décriée, elle est sommée de s'adapter aux évolutions sociétales. Mais où mènent les multiples réformes et innovations mises en place en réponse à ces pressions?

Ne contribuent-elles pas à dissoudre la forme particulière d'éducation qu'incarnait l'École? N'éloignent-elles pas l'École de ses finalités émancipatrices? Ne fragilisent-elles pas l'institution scolaire au point de la mettre hors-jeu après qu'elle ait régné en maître sur le terrain éducatif?

**DATE:** LE JEUDI 6 NOVEMBRE

**LIEU:** ESPACE MEETING EUROPÉEN, RUE DES FRANÇAIS 147 À 6020 CHARLEROI

**PROGRAMME DÉTAILLÉ ET INSCRIPTIONS:**  
[WWW.UCLOUVAIN.BE/472241.HTML](http://WWW.UCLOUVAIN.BE/472241.HTML)

### CONFÉRENCE DE LA CHAIRE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE AU SUD (CESSS) DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Au «Sud», l'économie sociale et solidaire représente de nombreuses initiatives basées sur l'entraide mutuelle qui se développent face aux besoins auxquels les populations sont confrontées: organisations paysannes pour l'approvisionnement d'intrants agricoles, coopératives et groupements de producteurs, coopératives d'épargne et de crédit, mutuelles de santé,...

La **Chaire d'Économie Sociale et Solidaire au Sud** vise l'étude de ces dynamiques à travers un partenariat original entre le centre de recherche **CIRTES** et l'**ONG Louvain Coopération (LD)**. Elle vous invite à une journée de présentation des recherches menées dans ce domaine à l'UCL et de réflexion croisée entre chercheurs et acteurs de terrain sur l'action économique collective au Sud

**DATE:** LE MARDI 18 NOVEMBRE

**LIEU:** LOUVAIN-LA-NEUVE

**CONTACT:** ANDREIA LEMAITRE - ANDREIA.LEMAITRE@UCLOUVAIN.BE

**SITE WEB POUR INSCRIPTION EN LIGNE:**  
[WWW.UCLOUVAIN.BE/473047.HTML](http://WWW.UCLOUVAIN.BE/473047.HTML)

**FRAIS DE PARTICIPATION:** 35,00 € (REPAS DE MIDI INCLUS). GRATUIT POUR LES ÉTUDIANTS ET DOCTEURANTS UCL (AVEC OPTION PAYANTE POUR ACCÈS AU REPAS DE MIDI: 35,00 €).

### JOURNÉES D'ÉTUDE D'ACTUALITÉ POLITIQUE DU CIEP SUR LES DROITS CULTURELS

**DATES:** LE VENDREDI 21 NOVEMBRE

**LIEU:** INSTITUT CARDIJN - 10, RUE DE L'HOCAILLE À 1348 OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE  
**INFOS ET PROGRAMME (PROCHAINEMENT):**  
[WWW.CIEP.BE](http://WWW.CIEP.BE)

**INSCRIPTIONS:** SECRÉTARIAT CIEP -  
02/246.38.41 OU FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

### LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EN QUESTIONS... ET EN PRATIQUES

#### Colloque de la FOPES

**DATE:** LE 13 DÉCEMBRE 2014 À 8H30 - LUNCH À 12H45 - SÉANCE ACADÉMIQUE SUIVIE D'UN DRINK DE CLÔTURE À 17H

**LIEU:** BÂTIMENT SOCRATE, PLACE DU CARDINAL MERCIER, 10-12 À 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

**INFOS ET CONTACT:** [WWW.UCLOUVAIN.BE/OPES](http://WWW.UCLOUVAIN.BE/OPES) (PROGRAMME DÉTAILLÉ BIENTÔT DISPONIBLE)  
FABIENNE HORSTERMANS -  
FABIENNE.HORSTERMANS@UCLOUVAIN.BE  
OU 010/47.39.08 INSCRIPTION OBLIGATOIRE SUR LE SITE OU VIA LA PERSONNE DE CONTACT.

## Adresses des centres régionaux du CIEP

#### BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25  
1400 Nivelles  
067/21.89.91

#### BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles  
02/557.88.35

#### CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi  
071/31.22.56

#### DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney  
083/21.24.51

#### HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière  
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons  
065/35.39.63

#### HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des Etats-Unis, 10 Bte 8  
7500 Tournai  
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath  
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron  
056/33.48.68

#### LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège  
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1<sup>er</sup>, 6 - 4500 Huy  
085/21.11.33

#### LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon  
063/21.87.33

#### NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur  
081/22.68.71

#### VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers  
087/33.77.07

#### CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19  
4700 Eupen  
087/59.46.30



**Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP),** est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

**Notre originalité** réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

**L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.**

**Contact:**

Centre d'Information et d'Education Populaire  
Chaussée de Haecht, 577-579  
1030 Bruxelles  
Tél.: 02/246.38.41-42-43  
Fax: 02/246.38.25  
Courriel: [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)



**Avec le soutien de**



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

